

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

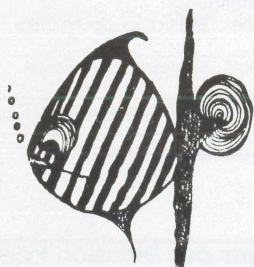
Numéro 280
23 janvier 1989

BRESIL
La victoire
du PT

AFRIQUE DU SUD
Les débats dans
l'ANC

PHILIPPINES
Plus d'illusions
sur Aquino

PAYS DE L'EST
Le désastre
écologique



15 FF - 4 FS - 85 FB

PALESTINE :
Où va l'OLP ?



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par Presse-Edition-Communication (PEC) .
Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission
paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 280 Du 23 janvier 1989

- 3 **PALESTINE**
Où va l'OLP ? (I)
La longue marche... à reculons
Salah JABER
- 11 **BRESIL**
Après la victoire du PT
Gustavo VASQUEZ
- 12 **Gérer São Paulo ... pas facile**
José CORREA
- 15 **AFRIQUE DU SUD**
Les débats dans l'ANC
Robert MENZEL
- 18 **ECOLOGIE/PAYS DE L'EST**
La neige était noire
Jean-paul DELEAGE
- 22 **PHILIPPINES**
Plus la moindre illusion sur Aquino
Interview de *ZENAIDA UY*
- EN BREF...**
- 26 **POLOGNE : Infirmières de tous les pays... ; NICARAGUA : Nouvelles mesures économiques ; HAITI : Le père Aristide expulsé des salésiens ; AMERIQUE LATINE : Inflations et dévaluations ; ETAT ESPAGNOL : Rencontre féministe contre la violence ; HONGRIE : Premier congrès national de la FIDESZ.**

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris,
93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -
Tél : 45.32.06.23

Où va l'OLP ? (I)

La longue marche... à reculons

LE 15 NOVEMBRE 1988, Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP, proclamait "l'instauration de l'Etat de Palestine" à l'issue des travaux de la 19e session du Conseil national palestinien (CNP), instance la plus large de l'organisation. A trois semaines du premier anniversaire du soulèvement héroïque, ininterrompu jusqu'à ce jour, des masses palestiniennes de Gaza et de Cisjordanie, et trois mois et demi après la renonciation officielle du roi Hussein de Jordanie à toute prétention sur ce dernier territoire, annexé par son royaume à la suite de la première guerre israélo-arabe de 1948 et occupé par Israël en 1967 (1), la proclamation de l'Etat palestinien par le CNP était doublement nécessaire (2).

Salah JABER

CETTE PROCLAMATION était nécessaire, d'une part, pour combler le vide juridique créé par la décision brusque du monarque jordanien. Elle l'était aussi pour répondre à l'attente de la majorité des habitants des deux territoires, sièges du soulèvement, dont l'objectif immédiat est de se libérer de l'occupation sioniste et de se constituer en Etat indépendant. Cependant, cette proclamation nécessaire était accompagnée de décisions qui, elles, ne l'étaient aucunement.

La plus retentissante fut l'acceptation explicite de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité de l'ONU, qui couplée avec l'acceptation de la résolution 181 (1947) de l'Assemblée générale (voir encadré), équivaut à une reconnaissance de l'Etat sioniste dans ses frontières établies avant la guerre de juin 1967. Cette décision-ci est contraire aux convictions et sentiments de l'écrasante majorité des Palestiniens de Palestine et de l'exil.

Pour les réfugiés, c'est-à-dire la grande majorité du peuple palestinien, expulsés des 80% de leur territoire sur lesquels s'est établi l'Etat sioniste depuis 1948, le refus de cette reconnaissance va de soi. Mais il est également partagé par la grande majorité des habitants de Cisjordanie (dont moins de la moitié sont des réfugiés de 1948), comme l'indique un sondage effectué parmi eux à la veille de la dernière session du CNP (3) : 98,6% des personnes interrogées approuvaient la création d'un Etat palestinien indépendant, mais 78% se prononçaient contre la création d'un tel Etat s'il devait avoir pour condition la reconnaissance de l'Etat d'Israël.

Si donc cette dernière décision ne répondait pas aux aspirations des Palestiniens, elle répondait par contre à bien d'autres attentes : celle des régimes réactionnaires arabes, notamment l'Egypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite, dont la pression

dans ce sens ne s'est pas relâchée au cours des dernières années ; celle de la bureaucratie soviétique, dont le chef actuel a tenu à rendre ses conseils publics lors de sa rencontre avec Arafat à Moscou, en avril dernier ; celle de l'Europe impérialiste, et notamment du gouvernement français agissant de concert avec l'Egypte de Moubarak ; celle enfin, et surtout, de l'administration américaine qui, après avoir obligé le chef de l'OLP à mettre des points sur certains i, s'estimera satisfaite et décidera, le 14 décembre, d'entamer un dialogue direct avec la centrale palestinienne.

L'OLP vient, incontestablement, d'opérer un nouveau tournant politique majeur. Pour bien en mesurer la signification et la portée, il faut d'abord le situer dans la longue trajectoire dont il est l'aboutissement provisoire.

La fondation de l'OLP

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a été créée en 1964 par décision du premier sommet des chefs d'Etats arabes, réunis au Caire en janvier. Fin mai de la même année, la première session du CNP, dont les membres ont été désignés sous le contrôle des Etats arabes, se tient à Jérusalem. Elle est inaugurée par le roi Hussein. Le CNP se compose alors, essentiellement, de représentants de la bourgeoisie et de notables palestiniens, religieux inclus ; une armée (ALP) est fondée, rattachée à l'armée de chacun des Etats où ses brigades sont constituées.

Une Charte nationale est adoptée, reflatant le consensus nationaliste palesti-

1) La bande de Gaza était passée après 1948, sous administration égyptienne, sans annexion formelle.

2) Nous expliquerons dans la deuxième partie de cet article, qui sera publiée dans le prochain numéro d'*Inprecor*, pourquoi il faut exiger des gouvernements la reconnaissance de l'Etat palestinien.

3) *Al-Hayat* des 12-13 novembre. Publié dans l'organe du Mouvement des fils du pays (*Abna El-Balad*), paraissant à Nazareth : *Al-Raia* du 25 novembre 1988.

Les résolutions 181, 242 et 338

La résolution 181 : adoptée le 29 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'ONU, elle institue le partage de la Palestine en deux Etats, à la veille du retrait britannique de ce territoire sous mandat.

Les Juifs, pour la plupart des immigrants des quinze dernières années, constituent alors un tiers de la population du pays, et n'en possèdent que 6% de la superficie. L'Etat juif obtient néanmoins plus de 55% du territoire palestinien, sur lesquels la moitié de la population est arabe ! Les Palestiniens, soutenus par les Etats arabes, rejettent le partage. A l'achèvement du retrait britannique, en mai 1948, éclatera la première guerre israélo-arabe, au cours de laquelle les sionistes s'empareront au total de près de 80% du territoire de la Palestine, dont l'écrasante majorité des habitants arabes auront été contraints de fuir, sans jamais être autorisés à retourner. En juin 1967, au cours d'une nouvelle guerre israélo-arabe, l'Etat sioniste s'emparera du reste de la Palestine (Cisjordanie et Gaza), ainsi que du Sinaï égyptien et du Golan syrien.

La résolution 242 : adoptée le 22 novembre 1967 par le Conseil de sécurité de l'ONU, elle prévoit qu'en échange du retrait israélien "de territoires occupés" en 1967 (et non de tous les territoires), il y aura "cessation de toutes revendications ou états de belligérance" et reconnaissance de chaque Etat de la région et de son "droit de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force" — y compris par "l'établissement de zones démilitarisées". Le peuple palestinien n'est même pas mentionné.

La résolution se contente de préconiser "un juste règlement du problème des réfugiés".

La résolution 338 : adoptée par le Conseil de sécurité, le 22 octobre 1973, pour arrêter la guerre israélo-arabe déclenchée seize jours auparavant. Elle reconferme la résolution 242 et décide que "des négociations s'engagent entre les parties intéressées sous les auspices appropriés et en vue d'établir une paix juste et durable".

nien et arabe. Elle stipule que "le partage de la Palestine, en 1947, et la création d'Israël n'ont aucune validité, quel que soit le temps écoulé depuis cette date, car ils sont contraires à la volonté du peuple palestinien et à son droit naturel sur sa patrie". Elle exclut, par ailleurs, du champ de la souveraineté de l'OLP les territoires palestiniens non occupés par Israël, dont la Cisjordanie et Gaza. La libération de la Palestine y est envisagée comme responsabilité de "la nation arabe tout entière, gouvernements et peuples, le peuple arabe palestinien étant au premier rang". Enfin, la Charte ne propose aux habitants juifs de l'Etat d'Israël qu'une distinction entre les Juifs d'origine palestinienne, habilités à vivre en Palestine, et les autres, c'est-à-dire l'écrasante majorité, auxquels elle n'offre aucune perspective.

Dès 1964, toutefois, l'OLP se trouvera contestée par diverses fractions palestiniennes et par la gauche du parti Baas (4). La critique, tout à fait correcte, portera sur deux thèmes essentiels quant à l'autonomie réelle de l'Organisation : le mode de désignation du CNP, auquel sera opposé l'exigence de l'élection directe de leurs représentants par les Palestiniens ; la nature de l'ALP, à laquelle sera opposé le projet d'une armée indépendante des Etats arabes.

Le Fath

L'idée d'une lutte armée palestinienne, autonome et immédiate, sera concrétisée par un groupe petit-bourgeois au nationalisme fortement mêlé d'islamisme, le Fath. Lançant sa première opération de commando contre Israël, le 1er janvier 1965, avant tous les autres, il en tirera un grand prestige. De sorte que, lorsque les armées arabes subiront leur défaite écrasante face à l'Etat sioniste en juin 1967, le Fath sera le mieux placé pour tirer profit de l'extraordinaire vague de radicalisation qui s'emparera des Palestiniens et s'étendra à la jeunesse des pays où ils sont concentrés, ainsi qu'au reste des pays arabes. C'est sous la pression de cette radicalisation que le sommet arabe de Khartoum adopte, le 1er septembre 1967, trois "non" célèbres face à Israël : "non à la paix, non à la reconnaissance, non à la négociation". Moins de trois mois plus tard, l'Egypte et la Jordanie trahissaient ce triple engagement en approuvant la résolution 242.

Ne pouvant contenir la radicalisation palestinienne, et encore moins lui faire front, les Etats arabes s'attelleront à la récupérer. Face à l'émergence d'un courant palestinien d'extrême-gauche, avec la fondation du Front populaire (FPLP) en novembre 1967, et d'un courant baassiste, l'Egypte et l'Arabie saoudite choisiront de soutenir le Fath de Yasser Arafat. La première lui offrira de s'emparer de l'OLP qui était largement sous son contrôle ; la seconde commencera à déverser ses pétro-dollars sur le mouvement palestinien, qui disposera très



vite de revenus qu'aucun mouvement de libération n'a jamais rêvé de posséder.

La 4e session du CNP, réunie au Caire en juillet 1968, amendera la Charte nationale conformément aux souhaits du Fath, de manière à préparer l'intégration de ce dernier dans l'OLP. La Charte est radicalisée dans les limites idéologiques du Fath : "la lutte armée est la seule voie pour la libération de la Palestine". Il s'agit maintenant de l'ensemble de la Palestine, y compris la Cisjordanie et Gaza, d'autant plus que ces territoires sont tombés sous l'occupation sioniste en 1967. L'accent est mis sur la "révolution armée" du peuple palestinien, que les Etats arabes ont le devoir de soutenir, notamment en lui fournissant leur aide matérielle.

Maximalisme et conservatisme

Le maximalisme nationaliste, qui caractérise le Fath de l'époque, transparaît dans le nouvel article 21, qui "rejette toute solution de remplacement à la libération totale de la Palestine". Il se combinait avec un rejet explicite de toute perspective de lutte de classe inter-palestinienne ou de lutte politique contre les régimes arabes. Ce conservatisme socio-politique, terrain de convergence entre l'OLP bourgeoise et le Fath petit-bourgeois, était la raison essentielle de l'appui apporté à ce dernier par la plupart des Etats arabes. "L'OLP coopérera avec tous les pays arabes", stipule l'article 27 de la Charte ; elle "n'interviendra dans les affaires intérieures d'aucun Etat arabe".

A la veille du 5e CNP, en janvier 1969, le Fath adopte une plate-forme complémentaire qu'il fera entériner par l'OLP. Elle "rejette catégoriquement" la résolution 242 et avance, pour la première fois, la perspective programmatique d'un Etat démocratique "dont tous les citoyens, quelle que soit leur religion, jouiront de droits

égaux". Il s'agissait là d'un progrès certain par rapport à la Charte, mais dont les limites étaient évidentes : croyance en la possibilité d'une solution "démocratique" (bourgeoise) de la question israélo-palestinienne ; d'une solution dans le cadre territorial restreint de la Palestine (qui signifierait, dans l'hypothèse la plus généreuse, la cohabitation d'un nombre sensiblement égal d'Arabes et de Juifs dans un Etat palestinien) ; d'une solution, enfin, qui n'envisage les Israéliens que comme une communauté religieuse, ignorant le caractère national de la nouvelle société créée en Palestine par la colonisation sioniste.

La gauche et l'OLP

Le mois suivant, le 5e CNP, réuni au Caire, scelle l'intégration dans l'OLP du Fath, qui en prend la direction, avec la bénédiction des tuteurs arabes. C'est la fusion d'un mouvement petit-bourgeois, en voie de dégénérescence bureaucratique et bourgeoise sous l'impulsion de sa corruption, accélérée par les pétro-dollars arabes, avec une institution bourgeoise où la bourgeoisie palestinienne est largement et directement représentée.

Dans un premier temps, le FPLP, organisation petite-bourgeoise nationaliste de gauche, refusera d'intégrer l'OLP, contestant le caractère non démocratique de son mode de composition. Boycottant le CNP, où quelques strapontins lui avaient été offerts, le FP organisera 40 réunions populaires parmi les Palestiniens de Jordanie, les présentant comme autant de "conseils nationaux". Il finira cependant par rejoindre l'OLP, tout en demandant qu'elle soit transformée en front paritaire des organisations palestiniennes de lutte armée.

Dans un deuxième temps et jusqu'à ce jour, il demandera, en vain, que la composition du CNP soit révisée en tenant compte de la représentativité réelle de ses membres.

En février 1969 également, une scission de gauche, dirigée par Nayef Hawatmeh se détachera du FPLP de Georges Habbache pour former le Front populaire démocratique (FPDP, aujourd'hui FDLP). Au cours de ses deux premières années d'existence, le FD sera l'organisation palestinienne la plus proche du marxisme révolutionnaire, n'hésitant pas même à citer Trotsky, non sans éclectisme et confusion théoriques. Il avancera la perspective programmatique d'une solution socialiste révolutionnaire de la question de Palestine : dans le cadre d'un Etat fédéral socialiste arabe, un Etat palestinien unitaire où les Juifs jouiraient du droit de "développer leur culture nationale". Bien qu'en deçà d'un programme internationaliste conséquent tel que celui adopté par les groupes trotskystes

4) Cette fraction sera évincée du pouvoir en Syrie et réprimée par Hafez El-Assad, en novembre 1970.

de la région en 1974 (5), les thèses du FD étaient très en avance sur celles des autres tendances de la résistance palestinienne.

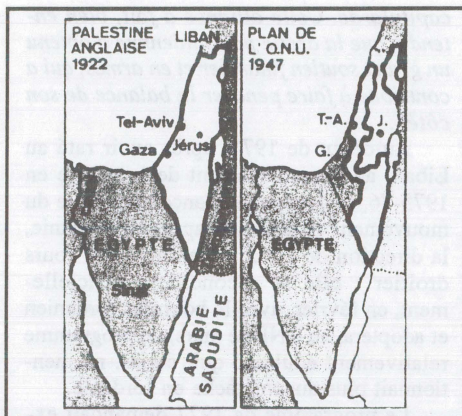
A partir d'une approche inspirée de la théorie de la révolution permanente, le FD critiquera les politiques palestinienne et arabe du Fath, notamment sa conception de "l'unité nationale" et son principe de "non-ingérence dans les affaires intérieures des pays arabes". Il expliquera à quel point ce dernier principe était néfaste, même d'un point de vue étroitement palestino-centriste, la résistance palestinienne se développant sur le territoire d'Etats arabes qui ne se privaient pas de "s'ingérer" dans ses affaires. Quant à "l'unité nationale" palestinienne, le FD constatera qu'elle s'est établie "sous la direction des féodaux et des millionnaires... jusqu'au CNP qui a regroupé de nombreux représentants de la réaction palestinienne dirigée par la clique des millionnaires, banquiers et grands entrepreneurs, auxquels se sont ajoutés les représentants des organisations combattantes après la 4e session". Cette critique radicale du CNP n'empêchera pas le FD, dans sa phase révolutionnaire, de l'utiliser tactiquement, ainsi que les autres instances de l'OLP, comme tribune de propagande.

L'hégémonie du Fath sur le mouvement palestinien et sa ligne politique d'autolimitation droitiste aboutiront à la défaite écrasante du mouvement en Jordanie, en 1970-71, malgré des conditions exceptionnellement favorables au départ. La gauche palestinienne a longuement décrit la responsabilité de la droite dans cette défaite, subie sous le double signe de la "non-ingérence" et de "l'unité des rangs arabes face au sionisme".

Un appareil d'Etat

L'ampleur de la catastrophe — hécatombe dans les rangs du peuple palestinien et de son avant-garde, perte de la principale base de masse de la résistance palestinienne — se traduit par un glissement à droite de l'ensemble du mouvement, replié sur le Liban. Le FDLP de Hawatmeh vira, à partir de 1972, vers un alignement progressif et définitif sur le courant stalinien pro-soviétique. Petite dégénérescence au regard de l'achèvement qualitatif de la double dégénérescence, bureaucratique et bourgeoise, du Fath entièrement intégré à l'OLP au point d'une confusion des deux appareils.

Dès cette époque, nous expliquions que le Fath-OLP était devenu un "appareil d'Etat sans Etat en quête d'un Etat aux moindres frais" (6). Un rapport sur "les structures de l'OLP" (7), rédigé par le "responsable du bureau de Yasser Arafat", après avoir longuement décrit les différentes instances législatives, exécutives et judiciaires de la centrale palestinienne, y compris ses tribunaux, ses prisons et ses départements aussi variés que ceux de toute administration étatique, conclut : "L'OLP diffère par sa nature des autres organisations qui ont représenté, ou représentent encore, leurs peuples respectifs dans leur lutte de libération nationale. L'OLP n'est pas un parti politique, et elle est plus large qu'un front de libération. C'est une institution qui a la na-



ture d'un Etat". Cette mutation du Fath-OLP appelait inéluctablement une adaptation programmatique. Le maximalisme des premières années, adapté à sa base sociale, les réfugiés des camps, population démunie et marginalisée, n'était plus de mise pour l'énorme appareil bureaucratique et son sommet aux privilèges considérables. Un raccourci devait être trouvé pour doter l'appareil d'Etat d'un territoire, fut-ce au prix d'un accommodement avec l'impérialisme et l'Etat sioniste. Le FD défricha le terrain politiquement : s'alignant sur Moscou, qui a toujours reconnu la "légitimité" d'Israël et qui, à ce titre, considérait jusque-là les organisations palestiniennes comme de dangereux gauchistes, le FD se fera, le premier, l'avocat de l'Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Il sera combattu par le reste de la gauche palestinienne : la gauche du Fath et le FPLP. Ces courants dénonçaient à juste titre les implications du projet, c'est-à-dire la perspective d'un règlement négocié et, en dépit des dénégations du FD, d'une coexistence pacifique avec l'Etat sioniste. En somme, une solution de liquidation de la question palestinienne, qui est loin de se réduire aux 20% de la Palestine occupés en 1967. Cependant, le maximalisme de ces mêmes courants les empêchait de formuler des contre-propositions de nature transitoire, telle que "le retrait total et inconditionnel de l'armée israélienne des territoires occupés en 1967" (8).

Le Fath-OLP restait cependant tributaire de sa base sociale, regroupée dans les camps du Liban, base sans laquelle il perdrait son utilité aux yeux de ses bailleurs de fonds arabes. Il lui fallait, pour adapter son programme officiel, des circonstances po-

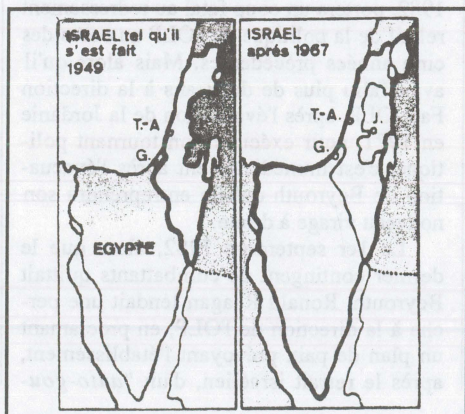
litiques propices. Elles seront fournies par la guerre d'octobre 1973, déclenchée par l'Egypte de Sadate, et qualifiée par la gauche révolutionnaire arabe et palestinienne de "guerre du règlement". La soi-disant victoire arabe d'octobre donna à Sadate les moyens politiques d'inaugurer un cours qui mènera à Camp David, cinq ans plus tard. Dans un premier temps, ce fut la Conférence de Genève, sous l'égide des Etats-Unis et de l'URSS, qui entama les négociations pour un règlement du conflit israélo-arabe.

Le Fath-OLP devait se mettre en condition de profiter d'un éventuel règlement. En prévision d'un retrait israélien de Cisjordanie, le concurrent direct de l'OLP, revendiquant le même territoire, était le roi Hussein. Il fallait donc proclamer la revendication d'un pouvoir palestinien indépendant sur ce territoire. Toutefois, la pression de la base de masse — les réfugiés de 1948 — était telle, à l'époque, que le nouveau programme devait être formulé avec infiniment de précautions pour ne pas apparaître comme une trahison de la cause. Il en résulta le "programme en dix points" du CNP de juin 1974, un programme révolutionnaire si on le compare aux récentes positions de l'OLP.

Le programme de 1974

Réaffirmant "l'objectif stratégique" de "l'Etat démocratique" et le rejet de la résolution 242, le programme de 1974 stipulait que l'OLP établirait "un pouvoir national, indépendant et combattant sur toute partie du territoire palestinien qui sera libérée" et ce par "tous les moyens, et en premier lieu la lutte armée". Il ajoutait : "L'OLP luttera contre tout projet d'entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance (d'Israël), la paix, des frontières sûres, la renonciation à nos droits nationaux", etc. Bien plus, contre le bourreau jordanien du peuple palestinien, le programme de 1974 formulait l'objectif "d'instaurer en Jordanie un pouvoir national démocratique, étroitement lié à l'entité palestinienne qui sera créée grâce à notre lutte".

Cependant, au-delà des bonnes résolutions, le débat inter-palestinien allait se concentrer sur la question de la Conférence de Genève. Le FPLP dénonçait celle-ci, à juste titre, comme incompatible avec le droit imprescriptible du peuple palestinien à la libre autodétermination. Néanmoins,



5) Résolution sur la "Révolution arabe", publiée en Cahier Rouge. Elle prévoyait, après la destruction de l'Etat sioniste, dans le cadre d'une révolution socialiste régionale, la reconnaissance du droit à l'autodétermination "de la minorité nationale juive en Palestine, y compris son droit à la séparation étatique sur une partie du territoire palestinien", à la condition expresse que l'exercice de ce droit ne porte pas préjudice au peuple arabe palestinien.

6) Voir le dossier publié dans Inprecor, numéro 19 du 13 février 1975.

7) Traduction française publiée dans la Revue d'études palestiniennes, numéro 21, automne 1986.

8) Revendication figurant dans le programme de 1974 des trotskystes de la région et couplée avec la perspective d'un "pouvoir palestinien ou jordanien-palestinien, comme pouvoir national révolutionnaire, ouvrier et paysan" dans ces territoires.



Yasser Arafat et Hussein de Jordanie (DR)

la direction du Fath-OLP chercha ouvertement à y participer, scellant sur ce terrain une alliance avec Moscou, rendue possible par le tournant de l'OLP. Condamnant cette "déviation historique", le FPLP organisera un "Front du refus des solutions capitulardes" et se retirera des instances dirigeantes de l'OLP.

Devenue acceptable pour Moscou et pour la légitimité telle que définie par l'ONU, l'OLP sera reconnue, en octobre 1974, par l'Assemblée générale de cette dernière comme "le représentant du peuple palestinien" et ce, à une large majorité dont la voix de la France. Quelques jours plus tard, le sommet des chefs d'Etats arabes de Rabat reconnaîtra l'OLP comme "seul représentant légitime du peuple palestinien". Les Etats arabes avaient opté pour l'OLP contre le roi Hussein. L'intérêt étroit de ce dernier, qui dut se plier provisoirement, ne correspondait pas à leur. Ils avaient besoin de l'OLP, comme l'explique bien Georges Habache dans une longue interview-bilan accordée à l'organe de son Front, *Al-Hadaf*, en décembre 1987 :

"La politique du règlement a été suivie par la direction droitnière hégémonique dans l'OLP depuis longtemps, en particulier après 1973, et continue à l'être aujourd'hui... Cette politique a constitué une couverture pour l'effondrement arabe officiel. Les régimes arabes réactionnaires, incapables d'affronter l'entité sioniste, attendaient que la direction de l'OLP leur donne l'occasion, en proclamant la possibilité d'une coexistence avec cette entité, pour s'engager dans une paix capitularde avec celle-ci, comme le fit le régime égyptien (...)

"L'alliance entre la droite palestinienne, qui dirige l'OLP, et la droite arabe est une alliance de nature organique. Elle a plusieurs raisons dont la principale est, certes, le besoin de la droite arabe d'une couverture palestinienne pour sa politique

capitularde. Cette alliance a fait, bien entendu, que la droite palestinienne a obtenu un grand soutien financier et en armes, qui a contribué à faire pencher la balance de son côté".

Au début de 1977, après avoir raté au Liban, au commencement de la guerre en 1975-76, la deuxième chance historique du mouvement palestinien après la Jordanie, la direction de l'OLP accentuera son cours droitier : elle se réconciliera officiellement, en février, avec le bourreau jordanien et adoptera, au CNP de mars, un programme relativement édulcoré qui, certes, ne mentionnait plus aucune tâche en Jordanie.

Le programme de 1977 demandait explicitement, que l'OLP puisse "participer, d'une manière indépendante et sur un pied d'égalité, à toutes les conférences, réunions et efforts internationaux ayant trait à la question palestinienne et au conflit arabo-sioniste". Il était cependant précisé qu'il s'agissait de libérer les territoires occupés "sans paix, ni reconnaissance d'Israël". La seule conséquence positive du tournant de 1974, reflétée dans le texte de 1977, est l'attention accrue accordée à la mobilisation populaire en Cisjordanie et à Gaza. La direction de l'OLP avait compris que c'est là que se joue le sort de son projet d'Etat palestinien.

Camp David

En novembre de la même année 1977, le président égyptien Sadate inaugure, avec sa visite retentissante en Israël, ses négociations directes avec le pouvoir sioniste. Elles mèneront, sous le patronage des Etats-Unis, à la signature des accords de Camp David en 1978, puis du traité de paix égypto-israélien en 1979.

En réaction, un "Front de la fermeté" se constitue, où l'OLP se retrouve aux côtés de l'Algérie, la Libye, la Syrie et le Yémen du Sud. Sous la pression de ce Front, les régimes arabes les plus réactionnaires rompent avec l'Egypte, à contre-cœur.

La Jordanie poursuivant ses manigances pour se joindre au processus de règlement négocié inauguré par Sadate, les membres du "Front de la fermeté", y compris l'OLP, boycotteront le sommet arabe réuni à Amman, en novembre 1980. L'influence de la révolution iranienne se fait sentir. Le "Front du refus", mené par le FPLP, réintègre les instances dirigeantes de l'OLP en 1981.

L'invasion du Liban par Israël, en juin 1982, portera un coup fatal au redressement relatif de la politique de l'OLP au cours des cinq années précédentes. Mais alors qu'il avait fallu plus de deux ans à la direction Fath-OLP, après l'évacuation de la Jordanie en 1971, pour exécuter son tournant politique, c'est immédiatement après l'évacuation de Beyrouth qu'elle entreprendra son nouveau virage à droite.

Le 1er septembre 1982, alors que le dernier contingent de combattants quittait Beyrouth, Ronald Reagan tendait une perche à la direction de l'OLP, en proclamant un plan de paix prévoyant l'établissement, après le retrait israélien, d'un "auto-gou-

vernement des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, en association avec la Jordanie". Appelant les Palestiniens à reconnaître Israël et son "droit à un avenir sûr", et vantant les mérites de la résolution 242 comme base de négociation, il ajoutait : "Je souhaite avec ferveur que les Palestiniens et la Jordanie se saisissent de cette occasion".

Le souhait de Reagan fut aussitôt exaucé. Le 20 septembre, alors que le sang des martyrs de Sabra et Chatila n'avait pas encore séché, le roi Hussein appelle l'OLP à discuter avec lui de l'établissement d'une future "confédération" jordano-palestinienne. Le 9 octobre, Arafat arrive à Amman, répondant à l'invitation du monarque. Quelques mois auparavant, cette démarche aurait été impensable. Néanmoins, le climat de défaite prévalant, ainsi que la dispersion de la base combattante palestinienne aux quatre coins du monde arabe, laissent les mains libres au chef de l'OLP. Il cherchera cependant à faire entériner sa nouvelle politique par le CNP.

Réuni à Alger en février 1983, celui-ci adopte une résolution politique qui marque un nouveau glissement à droite de l'OLP, malgré l'effort des fractions nationalistes et de gauche pour en atténuer les termes. En guise de compromis, la résolution affirme que "les relations futures avec la Jordanie doivent être établies sur une base confédérale entre deux Etats indépendants", tout en rejetant explicitement l'idée d'une délégation commune avec la Jordanie (sous-entendu, sans être mentionné : à des négociations pour un règlement). Habilement, la direction Arafat fait adopter par le CNP un soutien emphatique au plan Brejnev, proclamé quelques jours après celui de Reagan. Elle sait pertinemment que la gauche de l'OLP ne saurait s'y opposer : tant le FDLP, aligné depuis longtemps sur Moscou, que le FPLP qui, depuis le début de la décennie, marche lentement, mais sûrement, sur les traces du premier et qui accéléra le pas après 1982.

Plan Brejnev, plan Reagan

Le plan Brejnev contient déjà tous les ingrédients qui feront sensation au CNP de novembre 1988. Il affirme le "droit" d'Israël à l'existence et à la sécurité, préconise l'établissement de la paix entre Israël et ses voisins, y compris un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza ; le tout devant être réalisé par une "Conférence internationale sur le Proche-Orient" sous l'égide des grandes puissances, "les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU".

De fait, Arafat agira plutôt dans le cadre du plan Reagan choisi par le roi Hussein. Celui-ci exigera de lui l'adhésion au principe d'une délégation commune — l'inclusion de représentants palestiniens dans une délégation jordanienne — à des négociations de paix. Le chef du Fath-OLP se heurtera sur cette question, déjà tranchée négativement par le CNP, au veto de la gauche palestinienne, de la Syrie (dont le Golan, occupé en 1967 par Israël, n'a même pas été cité nommément dans le discours de Rea-

gan) et d'une partie de son propre mouvement. Il décida d'en découdre avec les uns et les autres.

Evacuant le nord du Liban après des combats contre ses opposants, soutenus par la Syrie, Arafat se rendra directement en Egypte pour y rencontrer le président Mubarak, rompant ainsi le boycott officiel arabe du régime égyptien, instauré depuis la signature du traité de paix de Camp David. Georges Habache demandera — vœu pieux ! — qu'Arafat soit destitué. Poursuivant sur la lancée de ce dernier, la direction du Fath-OLP organisera la 17e session du CNP à Amman même, en novembre 1984.

Cette session sera boycottée par l'ensemble des autres organisations palestiniennes, à l'exception de deux groupuscules pro-irakiens. Elle sera inaugurée par le roi Hussein, qui avait déjà inauguré le premier CNP, vingt ans auparavant. Entre-temps, il avait massacré quelques dizaines de milliers de Palestiniens.

Le CNP de 1984 entérine la politique d'Arafat, aussi bien *"l'action commune"* avec la Jordanie que les rapports avec l'Egypte. En février 1985, le chef de l'OLP conclut l'accord d'Amman avec le roi Hussein qui porte sur la *"délégation commune"* à des *"négociations de paix"* dans le cadre d'une *"Conférence internationale"* sur la base des résolutions de l'ONU, *"y compris les résolutions du Conseil de sécurité"* (allusion à la 242). L'accord prévoit aussi l'établissement d'une *"confédération arabe entre les deux Etats jordanien et palestinien"*.

Cette lune de miel ne durera pas longtemps. Parallèlement, en effet, le monarque jordanien met au point avec ses vieux amis travaillistes sionistes, retournés aux affaires en Israël sous la direction de Shimon Pérès, un plan de "partage des fonctions" en Cisjordanie. Les travaillistes sont partisans d'un accord avec la Jordanie, et d'une restitution partielle des territoires occupés en 1967, mais ils ne voulaient pas entendre parler de l'OLP. Jugeant que celle-ci était devenue impuissante et prenant prétexte de son hésitation à reconnaître ouvertement et explicitement la résolution 242, condition indispensable de toute négociation de paix avec Israël, Hussein congédia brutalement l'OLP, en février 1986, décidant unilatéralement la *"suspension"* de l'accord d'Amman.

La "réunification"

Par suite de cette faillite totale et lamentable de sa politique, la direction du Fath-OLP subira une pression croissante, y compris de l'intérieur de son propre mouvement, pour faire machine arrière et se réconcilier avec les groupes alignés sur l'Union soviétique. Elle tentera néanmoins, pendant une année entière, de rétablir les ponts avec le pouvoir jordanien, par l'entremise de ses alliés, les régimes saoudien, irakien et égyptien. Devant l'échec de ces tentatives, elles se résigneront à accepter les bons offices de Moscou pour la *"réunification"* de l'OLP, c'est-à-dire la réintégration

Le programme en 4 points de la Direction unifiée de l'Intifada (Communiqué numéro 26 de fin septembre 1988).

- 1) "Retrait d'Israël des territoires palestiniens et arabes (Syrie, Liban), occupés depuis 1967, y compris la Jérusalem arabe ;
- 2) "Annulation de toutes les mesures d'annexion et de rattachement, et suppression des colonies établies dans les territoires occupés ;
- 3) "Mise des territoires palestiniens occupés sous l'égide de l'ONU pour fournir une garantie aux masses du peuple palestinien, et ce pour une période ne dépassant pas quelques mois, préparant le libre exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination ;
- 4) "Tenue de la Conférence internationale à pleins pouvoirs sous l'égide de l'ONU et sur la base de ses résolutions relatives à la question palestinienne." (C'est-à-dire les résolutions de l'Assemblée générale qui soulignent le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, et non la résolution 242 qui ne mentionne même pas celui-ci).

Source : *Al-Raia* (Nazareth),
du 30 septembre 1988.

des FPLP et FDLP dans le cadre unifié. La "réunification" sera scellée par le CNP d'Alger, en avril 1987. Resteront à l'écart les fractions nationalistes liées au régime syrien, dont la dissidence du Fath. C'est dire qu'en dépit du lourd bilan politique de la droite palestinienne, il ne s'agissait pas d'un retour pur et simple aux positions antérieures à l'aventure jordanienne d'Arafat. C'était plutôt, dans le cadre d'un rapport de forces encore plus favorable à la droite qu'au CNP de 1983, un nouveau compromis comportant de nouvelles concessions de la part d'une gauche incitée à le faire par Moscou, et dont la fraction la plus radicale, le FPLP, achève progressivement de s'aligner sur la "patrie du socialisme" (selon les termes de Georges Habache, il s'agit de la phase finale de la *"transformation"* de son Front de parti *"petit-bourgeois"* en parti *"prolétarien"*).

Ainsi, sur les deux points clés du litige des années 1983-86, c'est-à-dire les rapports avec la Jordanie et l'Egypte, la résolution du CNP de 1987 laissait pratiquement les mains libres à la direction du Fath-OLP, mais prenait acte de la caducité de l'accord d'Amman répudié par le roi Hussein. Par contre, la résolution réaffirmait *"le refus persistant de la résolution 242"*, tout en réitérant le soutien à la *"Conférence internationale pour la paix au Proche-Orient... avec la participation des mem-*

bres permanents du Conseil de sécurité". En échange de ses bons offices, Moscou obtenait cette précision : le CNP *"souligne la nécessité que la Conférence internationale soit investie de pleins pouvoirs"*. En effet, sous la pression conjuguée de ses clients arabes de Jordanie, d'Egypte et d'Arabie Saoudite, Washington avait fini par abandonner la référence directe aux accords de Camp David comme cadre de règlement, pour réadmettre le principe de la Conférence internationale, et ce depuis 1985. Shimon Pérès avait suivi dans cette voie ; seul le Likoud, signataire par la main de Begin desdits accords, continuait à s'y cramponner.

L'accord Arafat-Hussein de 1985, en période de rupture avec l'ensemble de la gauche palestinienne et de froid avec Moscou, comprenait le principe de la Conférence. Mais l'absence de précision, quant aux modalités de celle-ci, rendait cet accord tout à fait compatible avec l'interprétation Shultz-Pérès de la Conférence comme *"feuille de vigne"*, selon l'expression du magazine américain *Newsweek*, pour des négociations directes bilatérales entre Israël et une délégation jordano-palestinienne — le but de Shultz-Pérès étant de maintenir l'Union soviétique et la Syrie hors du processus réel. Sur ce point donc, l'OLP donnait satisfaction à Moscou en 1987 (9).

L'Intifada

Toutefois, à peine le CNP de 1987 achevé, la direction Arafat reprenait ses contacts avec l'Egypte, au grand dam des FDLP, FPLP et PCP (ce dernier ayant été intégré dans l'OLP, lors du même CNP, pour faire plaisir à Moscou ; en compensation, une fraction intégriste islamique était également intégrée, avec une représentation deux fois plus importante que celle du PCP). L'OLP semblait partie pour une répétition du scénario ayant abouti à la rupture de 1983. La direction Fath-OLP s'embarquait derechef dans des tractations avec ses amis réactionnaires de Bagdad, du Caire et de Riyad, cherchant à la réconcilier avec Amman. Au sommet arabe réuni dans cette dernière capitale, en novembre 1987, Arafat, bien que traité en sous-fifre, se réunit avec le roi jordanien, en présence du tyran irakien Saddam Hussein. Il déclare, peu après, qu'il s'est entendu avec *"Sa majesté"* pour *"commencer à partir de là où nous nous étions arrêtés"* (*Al-Yom Assabeh* du 23 novembre 1987).

Le mois suivant, comprenant qu'elles devaient désormais compter d'abord sur elles-mêmes et sur leur propre lutte, les masses palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza entamaient, sans aucune consigne de l'extérieur, l'*intifada*, qui allait très vite s'avérer être le plus formidable épisode de la lutte palestinienne anti-sioniste depuis le soulèvement de 1936-39. La Direction unifiée du soulèvement n'a pas exprimé une

9) Pour une analyse détaillée de la période 1983-1987, voir *Inprecor* numéros 243 et 244 des 25 mai et 8 juin 1987.

seule fois, avant le CNP de novembre 1988, une quelconque disposition à reconnaître l'Etat d'Israël et la résolution 242. Bien au contraire, plusieurs communiqués de cette Direction, au cours des premiers mois de l'intifada, rejettent explicitement la reconnaissance d'Israël et la résolution 242, et qualifient le régime jordanien d'"agent" (de l'impérialisme). Quant à l'état d'esprit de la population elle-même, dans les territoires occupés, le sondage cité au début de cet article, et réalisé la veille du dernier CNP, en est une bonne indication.

Devant la nature massive et indéniablement majoritaire de l'intifada, son caractère radical à bien des égards et sa position franchement hostile au régime jordanien, telle que reflétée dans les communiqués de l'intérieur, le roi Hussein pouvait constater à quel point le projet qu'il caressait depuis deux ans, de concert avec son compère Shimon Pérès, était gravement compromis.

La décision d'Hussein

L'ampleur et la puissance des brasiers insurrectionnels de Cisjordanie et de Gaza, que l'armée israélienne ne parvenait pas à éteindre malgré son déploiement impressionnant, ôtaient au monarque toute envie de les récupérer. Certes, il avait démontré autrefois, dans son royaume, qu'il était disposé à écraser un mouvement de masse par des méthodes autrement plus sanglantes que celles auxquelles se limitait le pouvoir sioniste, en raison de la pression de l'opinion publique mondiale et d'une partie de l'opinion publique israélienne. Mais à tout considérer, les deux territoires lui coûteraient beaucoup plus en effort de répression qu'ils ne lui rapporteraient.

Bien plus, il fallait que Hussein agisse vite pour circonscrire l'incendie et l'empêcher de s'étendre à son royaume, dont près de 60% des habitants sont des Palestiniens. Il lui fallait empêcher que la contagion insurrectionnelle ne traverse le Jourdain. Ses appareils de répression avaient déjà grandement accru leur activité pour mater les premiers foyers d'agitation en solidarité avec l'intifada. Le 31 juillet 1988, Hussein annonçait sa décision de "rompre les liens légaux et administratifs entre les deux rives du Jourdain" ; en clair, d'abandonner sa prétention à récupérer la Cisjordanie que son royaume avait annexée en 1949. Une semaine plus tard, il expliquait : "en optant pour leur propre Etat, nos frères palestiniens ont pris leur indépendance vis-à-vis de la Jordanie. Donc, s'il y a scission, c'est qu'elle répond à leur souhait..."

Ces propos mielleux cachaient mal sa véritable humeur, trahie par la façon même

dont la décision du 31 juillet fut prise : brutalement, sans concertation préalable avec l'OLP, de sorte qu'elle créait un vide juridique dangereux et un problème économique. Le vide juridique aurait pu être comblé par le gouvernement sioniste, si celui-ci avait été politiquement en mesure d'annexer les territoires concernés, comme l'exigeait l'extrême-droite israélienne. Le problème économique — c'est-à-dire les salaires des 21 000 fonctionnaires de Cisjordanie dont les traitements avaient continué à être versés par l'Etat jordanien — fut partiellement résolu par l'engagement de la Libye à les prendre en charge. Restait, bien sûr, le problème de l'acheminement des fonds par l'OLP vers l'intérieur (5 millions de dollars par mois). Cependant, le problè-

radicale, les éléments d'une plate-forme adoptée au sommet arabe de juin 1988, sont tout à fait corrects ; le quatrième comporte une contradiction évidente entre le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et le principe d'une "Conférence internationale à pleins pouvoirs" pour décider de son sort. Ceci témoigne de la confusion qui règne, dans l'esprit de la plupart des Palestiniens, sur ce principe que même la gauche de l'OLP défend ardemment, s'agissant d'une idée chère à Moscou.

Une OLP révolutionnaire, s'exprimant de l'extérieur, aurait, en outre, lancé un appel pressant aux masses jordaniennes et palestiniennes de Jordanie pour un soulèvement combiné avec celui des territoires occupés et visant au renversement de la monarchie stipendiée. C'est là, en effet, l'unique et indispensable moyen pour briser l'étau répressif qui enserrait la Cisjordanie, sans parler du joug tyrannique qui pèse sur les masses de Jordanie, dont les seuls Palestiniens sont plus nombreux que ceux de Cisjordanie et de Gaza réunis. Le renversement de la monarchie d'Amman est aussi le passage obligé pour l'établissement d'un Etat jordano-palestinien libéré des dominations impérialiste et sioniste, et réellement viable, contrairement au projet d'un mini-Etat dans les territoires de 1967, soit 5 812 km² en deux parties séparées par l'Etat d'Israël.

Un juste droit

Mais sans en demander trop à la direction de l'OLP, la simple adoption du programme du communiqué numéro 26, dans la continuité des résolutions du CNP de 1987, aurait constitué de sa part un choix de combat, le choix d'une direction se fondant exclusivement sur la lutte des masses et comprenant qu'un juste droit ne se

mendie pas. Ce n'est pas, hélas, le cas de la direction de l'OLP. Celle-ci a, depuis longtemps, opté pour une stratégie de règlement négocié avec Israël, dont l'objectif premier était d'obtenir la reconnaissance par l'impérialisme américain (10).

Or, les conditions de ce dernier pour établir un dialogue direct avec l'OLP étaient connues : elles avaient été fixées par Kissinger en 1975. George Bush les rappelait, le 28 juin dernier, dans une interview accordée au *Jerusalem Post* : "L'OLP doit non seulement accepter clairement les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, qui reconnaissent le droit d'Israël à

Extraits d'un article parvenu au quotidien As-Safir de Beyrouth et publié le 29 octobre 1988.

"Celui qui essaye de se dégager des critères fixés par l'intifada, cherche à la doubler et à la dévier de ses objectifs, ce qui lui portera en définitive un très grand tort... Il y a tout lieu de craindre que l'intifada ne soit exploitée pour effectuer des démarches politiques qui étaient latentes et cherchaient l'occasion de s'exprimer. La situation ressemble, dans une large mesure, à l'utilisation par Sadate de l'exploit militaire limité, réalisé par les armées arabes en 1973. Sadate a exploité le grand renfort moral apporté par la guerre à l'opinion arabe, pour dire qu'il abordait la bataille politique en position de force. Le résultat fut que l'Egypte sortit de la sphère de la confrontation et reconnut Israël... Si ce que demandent certains maintenant est correct, alors nous avons certainement commis un crime envers nous-mêmes et envers les autres. Nous aurions pu, par exemple, nous épargner des dizaines de milliers de morts au fil des ans et éviter toutes sortes de brimades et de souffrances, si nous avions accepté la conception de la paix du roi Hussein... Il s'est avéré pratiquement que ce que certaines directions palestiniennes proposent aujourd'hui, après toutes ces souffrances, le roi Hussein l'avait déjà proposé depuis le début de l'occupation" (en 1967).

Abdel-Sattar Kassem, est professeur de Sciences politiques à l'université Al-Najah de Naplouse, en Cisjordanie. Il est détenu depuis février 1988 au camp "d'Ansar-3" dans le Néguev.

me le plus urgent était le vide juridique. Il devenait impératif pour l'OLP de proclamer un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Elle aurait pu le faire sans la moindre reconnaissance de l'Etat d'Israël (en 1949, la Jordanie ne reconnaissait pas Israël et ne l'a toujours pas formellement reconnu). Elle aurait pu combiner cette proclamation ardemment désirée par la grande majorité des habitants des territoires, avec le programme politique défini, en septembre, par la Direction unifiée de l'intifada dans son communiqué numéro 26.

Ce communiqué, exprimant un large consensus des Palestiniens de l'intérieur et des fractions de l'OLP, comprenait une série de revendications immédiates, ainsi que quatre objectifs à plus long terme (voir encadré page 7). Les trois premiers de ceux-ci, qui reprennent, en une formulation plus

10) Voir la résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, de juin 1986 : "La crise de l'OLP : un bilan" ; publiée dans *Quatrième internationale* numéro 21 de septembre 1986.

l'existence, mais aussi renoncer au terrorisme et à l'article de sa charte fondamentale préconisant la destruction d'Israël".

Dans un article publié dans *Le Monde* du 23 septembre 1988, Shimon Pérès, alors ministre israélien des Affaires étrangères, ajoutait cette précision en ce qui concerne son gouvernement, ou du moins son parti : "L'OLP devra, en fin de compte, choisir entre deux options : l'appui de la Syrie (...) ou le dialogue avec la Jordanie (...) Ce n'est qu'avec ce pays que l'OLP peut mettre au point une politique de négociation avec Israël".

Le choix d'Arafat

Arafat avait déjà reçu ce message, depuis longtemps. Toutefois, la pression radicale de l'intifada au cours de ses premiers mois, les communiqués de l'intérieur, ses partenaires de la gauche de l'OLP, ainsi que l'Union soviétique et la Libye, tous poussaient dans le sens d'un rétablissement de l'alliance avec Damas. L'ébauche de négociation avec le pouvoir syrien, à la suite de l'assassinat d'Abou Jihad par les services israéliens, en avril 1988, réjouit les parties mentionnées, mais pas pour longtemps (11).

En fait, Arafat explorait intensivement la voie jordano-américaine menant à la négociation avec Israël. En mars, il avait poussé deux membres du CNP, de citoyenneté américaine, à se réunir avec le secrétaire d'Etat américain George Shultz, en dépit du veto formel opposé par la Direction unifiée de l'intifada à toute rencontre de Palestiniens avec ce dernier. A la suite du sommet Reagan-Gorbatchev de Moscou, fin mai, au cours duquel le bureaucrate en chef du Kremlin avait accordé ses violons avec ceux de Washington sur la question du Moyen-Orient, Arafat, délesté, passera à la vitesse supérieure.

Fort de l'encouragement prodigué par les ténors de la réaction arabe, réunis à Alger au sommet de juin 1988, le chef de l'OLP fera publier par Bassam Abou Charif, transfuge du FPLP devenu son conseiller attitré, un article-ballon d'essai. Tout y est déjà : acceptation de la résolution 242 et "conversations bilatérales de paix avec Israël" dans le cadre d'une Conférence internationale (la "feuille de vigne", en somme). L'article provoqua un tollé du côté de la gauche de l'OLP, mais sera très bien accueilli par ceux auxquels il s'adresse, aux Etats-Unis et en Israël.

A la suite des mesures jordaniennes du 31 juillet, le CNP est convoqué pour septembre. La droite projette de constituer un "gouvernement provisoire" parlant au nom du peuple palestinien, et composé de personnalités acceptables par Washington. La gauche s'y oppose et le proclame haut et fort. Moscou intervient pour calmer le jeu. Début octobre, le Comité exécutif de l'OLP se réunit à Tunis : il décide de remettre à plus tard la question du gouvernement, de réunir le CNP à la fin du mois et de proclamer un Etat palestinien. La droite et les hommes de Moscou, FDLP et PCP, proposent de le faire sur la base de la résolution

181 de 1947. Arafat souhaite y ajouter la résolution 242, mais il est prêt à se satisfaire de ce compromis provisoire, qui équivaut à reconnaître l'Etat d'Israël sans se prononcer sur ses frontières. Habache rechigne.

Les 10-11 Octobre, Moscou reçoit une délégation de l'OLP. Deux messages : il faut reporter le CNP de façon à ne pas proclamer l'Etat palestinien avant les élections israéliennes du 1er novembre ; et ce, pour ne pas gêner les "bons sionistes" de Shimon Pérès. Il faut reconnaître l'Etat d'Israël. L'Agence Tass, le 11 octobre, rapporte que les entretiens ont souligné la nécessité de "pas concrets qui devraient se fonder sur un équilibre des intérêts de toutes les parties impliquées", c'est-à-dire les oppresseurs et les opprimés. Habache se résigne à accepter la résolution 181 comme un moindre mal, dans une logique du compromis permanent qui régit le glissement de l'ensemble des fractions de l'OLP vers la droite, par une série de réactions en chaîne.

Se sentant les mains de plus en plus libres du côté de la gauche, Arafat se rend à Akaba, en Jordanie, pour s'y réunir le 22 octobre avec le roi Hussein et le président Moubarak. Commentaire du *Monde* (25 octobre) : "Il ne fait pas de doute que, en s'affichant ainsi avec (ces) deux proches alliés des Etats-Unis et favorables à un règlement négocié avec Israël, M. Arafat a voulu conforter son image d'homme à la recherche de la paix... (Il) a clairement manifesté aux durs de l'OLP que la voie à choisir devrait être celle de la négociation et du compromis". D'Akaba, Arafat et Moubarak vont à Bagdad pour s'y afficher, cette fois-ci, avec Saddam Hussein.

L'Etat de Palestine

Les choix politiques de la direction de l'OLP sont plus clairs que jamais : à droite toute, vers une capitulation à la Sadate. Après tout, ce dernier, qui a été traité de tous les noms par l'OLP, n'a fait que ce que celle-ci s'apprête à faire : il a reconnu Israël en échange de la récupération du territoire égyptien occupé, le Sinaï, avec une clause de démilitarisation garantissant la sécurité de l'Etat sioniste. Les deux capitulations se déroulent sur fond de victoire morale, la guerre d'octobre 1973 dans un cas, l'intifada dans l'autre - contrairement aux glissements précédents de l'OLP (1974, 1977, 1983) réalisés sur fond de défaite.

C'est ce que souligne éloquentement Abdel-Sattar Kassem, un des détenus de l'intifada, dans l'article cité ci-contre (voir encadré page 8).

Certes, le CNP, réuni finalement du 12 au 15 novembre, a proclamé "l'Etat de Palestine". Cette décision qui constitue, en soi, un défi à l'occupation israélienne, était attendue avec impatience par les masses de l'intifada. Elles les a galvanisées, renforçant leur espoir de voir s'approcher le jour où l'armée sioniste se retirera de leurs territoires. Mais si la proclamation d'un Etat indépendant par les masses luttant sous l'occupation est un acte de bravoure, il ne faut pas oublier qu'il n'en va pas de même

pour le CNP réuni à Alger (et qui n'a pas oublié de saluer "le président combattant Chadli Bendjedid", un mois à peine après l'écrasement dans le sang, par ce dernier, d'une autre *intifada* !).

On peut, en effet, se demander légitimement pourquoi il a fallu attendre que les élections israéliennes soient passées, et laisser le "vide juridique", créé par la décision jordanienne du 31 juillet, se perpétuer pendant trois mois et demi. Pourquoi, d'ailleurs, la proclamation n'a-t-elle pas eu lieu bien avant, dès le début de l'intifada ? Ou encore, en 1976, lorsque la mobilisation dans les territoires de 1967 était déjà intense et que les élections municipales qui s'y étaient déroulées, bien que sous contrôle israélien, avaient donné la victoire aux partisans de l'OLP ? Ou encore, dès 1974, lorsque le CNP adopta le principe transitoire de l'Etat palestinien sur une partie de la Palestine ?

La décision-choc

Laissons le soin de répondre à Bilal El-Hassan, proche collaborateur d'Arafat, et rédacteur en chef de l'organe officieux du Fath-OLP : "Pourquoi l'Etat est-il proclamé en ce moment précis ... ? Le point crucial à cet égard est la décision jordanienne (du 31 juillet)... qui a créé un vide exigeant que quelqu'un le remplisse. Il est naturel que la direction palestinienne en ait pris l'initiative, étant donné que cette mesure est un droit naturel pour elle. La décision jordanienne a aidé la partie palestinienne à prendre cette mesure, étant donné qu'elle vient à un moment où elle ne suscite aucun conflit ou problème avec la Jordanie. L'OLP a toujours mis en avant l'idée de l'Etat comme objectif militant et politique, sans l'accompagner d'une quelconque mesure pratique, de façon à ce que cela n'entraîne pas un conflit prématuré et inutile avec la Jordanie. Maintenant que celle-ci a procédé au détachement, la mesure pratique palestinienne pouvait se faire cette fois-ci sans susciter un quelconque problème arabe". (*Al-Yom Assabeh*, du 28 novembre 1988). En d'autres termes, comme nous l'écrivions au même moment, cette mesure n'avait plus "le caractère de défi à la monarchie d'Amman et à ses alliés réactionnaires qu'elle aurait pu avoir si elle était survenue auparavant" (*Inprecor* du 28 novembre 1988).

C'est pourquoi un journal comme *Le Monde*, par exemple, ne s'était pas trompé lorsqu'il a consacré son grand titre, quelques heures après la clôture du CNP et la proclamation de l'Etat, non à cette dernière, mais à la phrase suivante : "L'OLP reconnaît implicitement l'existence d'Israël". En effet, c'était bien la décision-choc du CNP : l'acceptation de la résolution 242, décision de la dernière heure, motivée, pour Arafat, par la circulaire de Shimon Pérès aux ambassades d'Israël, à la veille du CNP. Elle expliquait que seule l'acceptation des résolutions 242 et 338 équivaldrait à une reconnaissance d'Israël dans des frontières sûres et reconnues, et non la résolution 181 (*Le Monde* des 13-14 novembre 1988).

11) Voir *Inprecor*, numéro 265 du 9 mai 1988.

Le texte même de la proclamation de l'Etat se fonde sur la résolution 181, après 41 ans et plusieurs centaines de milliers de morts palestiniens et arabes dans la lutte contre l'Etat que cette résolution avait institué de la manière la plus inique. Ce même texte, lu par Arafat lui-même, déclare que l'Etat palestinien rejette *"l'utilisation de la force, de la violence ou du terrorisme contre sa propre intégrité territoriale ... ou celle de tout autre Etat"*.

La conférence internationale

La résolution politique du CNP va encore plus loin. Elle réitère le principe de la Conférence internationale ; mais cette fois-ci la mention *"à pleins pouvoirs"* est remplacée par *"efficace"*, en dépit de l'opposition de Habache et d'autres à cette substitution loin d'être innocente. Et surtout, la résolution spécifie que ladite conférence *"se réunira sur la base des résolutions 242/338 du Conseil de sécurité international"*, après 21 ans de rejet opiniâtre de la première par l'ensemble du mouvement palestinien, au prix de dizaines de milliers de morts. Seuls 15% des membres du CNP voteront contre cette partie de la résolution, dont les membres du FPLP ainsi que quelques indépendants et islamistes.

A l'instar de la résolution du sommet arabe d'Alger de juin 1988 et du communiqué numéro 26 de la Direction unifiée de l'intifada, qui s'en inspirait en partie, la résolution du CNP demande que les territoires occupés soient mis sous l'égide de l'ONU pour une période limitée. Mais tandis que les deux premiers documents envisageaient celle-ci comme une transition vers l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination, le CNP de novembre 1988 ne l'envisage plus que comme moyen de *"créer un climat favorable pour le succès de la Conférence internationale, l'aboutissement à un règlement politique global et la réalisation de la sécurité et de la paix pour tous, par accord et consentement mutuels, et pour permettre à l'Etat palestinien d'exercer ses pouvoirs réels sur ces territoires"*.

C'est dire le peu de cas qui est fait par la direction de l'OLP de l'exercice libre, réel, direct et démocratique de son droit à l'autodétermination par la population de ces territoires. Tout aussi significative à cet égard, est l'absence totale, dans la résolution du CNP, de la revendication politique centrale figurant dans les communiqués de la Direction unifiée de l'intifada, depuis ses débuts jusqu'à la veille du CNP : celle de l'organisation d'élections libres en Cisjordanie et à Gaza.

Signalons, enfin, qu'en dépit de la décision jordanienne du 31 juillet et du sentiment exprimé par les masses palestiniennes insurgées (12), la résolution du CNP réitère le principe de la "confédération" avec la Jordanie. Et ce, bien que le roi Hussein lui-même ait signifié à Arafat, lors de la rencontre d'Akaba, qu'il préférerait, pour sa part, ne plus se prononcer prématurément sur cette question.

On comprend donc le satisfecit décerné

unaniment, par l'ensemble des puissances impérialistes, à la dernière session du CNP ; de même que les éloges grandiloquents de la "souplesse" et du "réalisme" de l'OLP par beaucoup de ceux qui la qualifiaient, la veille encore, de "terroriste" et proclament toujours leur attachement indéfectible à l'Etat d'Israël. La direction du Fath-OLP croyait avoir scrupuleusement souscrit aux conditions fixées par Washington pour s'asseoir à la même table que ses représentants. Arafat venait d'abattre sa "dernière carte" pour le plat de lentilles d'une reconnaissance par le tuteur d'Israël.

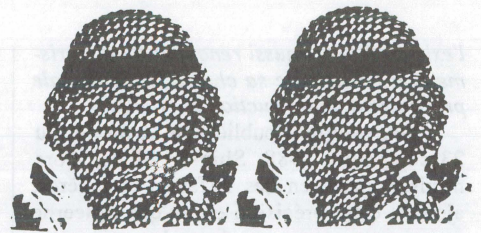
Et pourtant, à la surprise générale, Shultz lui refusa même un visa pour l'Assemblée générale de l'ONU, à New York. Toutefois, le secrétaire d'Etat américain s'avéra beaucoup plus rusé que ne le croyaient ceux qui lui reprochèrent alors de manquer de discernement — comme si ce vieux renard était aussi obtus qu'un Shamir. En fait, il savait pertinemment qu'il tenait Arafat avec sa carotte de la reconnaissance, et voulait lui extorquer une adhésion encore plus claire, nette et précise aux conditions américaines.

On connaît la suite : l'entremise de la social-démocratie suédoise ; le discours d'Arafat, le 13 décembre, devant l'Assemblée générale de l'ONU réunie spécialement à Genève. Nouvelle affirmation de l'acceptation des résolutions 242 et 338 comme base de la Conférence internationale et base du règlement, nouvelle condamnation du terrorisme. Et néanmoins, nouvelle fin de non-recevoir à Washington : Shultz exige que le chef de l'OLP déclare explicitement, et sans aucune ambiguïté, qu'il reconnaît Israël en droit et qu'il renonce au terrorisme (ce qui est une façon de lui faire avouer que l'OLP était "terroriste").

La renonciation

Ayant décidé de s'aplatir devant les ennemis du peuple palestinien, Arafat ira jusqu'au bout — jusqu'au bout de l'humiliation. Dans une conférence de presse réunie à cet effet, le 14 décembre, il se prononcera sans ambages pour le *"droit de toutes les parties à exister en paix et en sécurité, y compris l'Etat de Palestine, Israël et leurs voisins"*. Il ajoutera : *"Nous renonçons totalement et absolument à toutes les formes du terrorisme, qu'il soit individuel, de groupe ou d'Etat"*.

Shultz pouvait alors s'estimer satisfait et déclarer que les Etats-Unis étaient désormais *"prêts à un dialogue substantiel avec des représentants de l'OLP"*. Même la Ligue B'nai B'rith, organisation sioniste américaine, déclarait maintenant comprendre que *"l'OLP ayant accepté les conditions fixées par les Etats-Unis, il était approprié de respecter les engagements"* (Le monde du 16 décembre 1988). Reconnaisant, Arafat offrira, quelques jours plus tard, l'aide de ses services de renseignements à ceux de Washington, dans l'enquête sur l'explosion du Boeing de la Pan Am. Si la décision américaine d'établir des contacts directs avec l'OLP est une "victoire" de celle-ci, qu'on nous explique alors à quoi ressemble



une reddition ! Certes, Arafat, grand organisateur des défaites et grand maître dans l'art de les traverser en faisant le V de la victoire, ne manquera pas d'expliquer que la décision américaine a été obtenue grâce à *"la ténacité des militants de l'intifada"* (qui contraste d'ailleurs grandement avec sa propre "flexibilité") et à *"leurs alliés naturels et principaux, les soldats irakiens qui ont défendu la porte orientale de la nation arabe"* (Al-Yom Assabeh du 2 janvier 1989). Seuls les naïfs le croiront.

Abou Iyad, le "numéro deux" de l'OLP, est lui plus franc. Il avouait, en octobre, au journal koweïtien Al-Qabas : *"Nous devons reconnaître que le mouvement sioniste a réussi à convaincre le monde de ce qu'il appelle les principes de base du règlement politique, lesquels consistent en la reconnaissance de la résolution 242... Certains disent : pourquoi devrions-nous céder à ce chantage ? Mon avis est que le chantage ne s'exerce pas tant sur nous, que sur l'Europe et le monde, de la part du mouvement sioniste"*.

Une capitulation

Evitant la fanfaronnade déplacée, Abou Iyad reconnaît donc la capitulation. Mais il la présente comme inévitable, face à un ennemi tout-puissant, *"le mouvement sioniste"* qui *"a réussi à convaincre le monde"* — vieille rengaine du nationalisme arabe de droite et alibi de toutes les redditions : les sionistes (pour ne pas dire les "Juifs") "manipulent" les Etats-Unis, et non l'inverse. Et ce, au moment même où, précisément, la force de conviction du mouvement sioniste est à son plus bas niveau historique face à l'intifada. Au moment même, où la lutte du peuple palestinien contre l'Etat sioniste a atteint son plus haut niveau depuis un demi-siècle.

Georges Habache avait bien raison, s'adressant aux dirigeants de la droite palestinienne hégémonique dans l'OLP, de leur demander : *"Est-ce le moment de faire de nouvelles concessions ? Nous sommes dans une période où la Conférence internationale n'a pas encore commencé, et ils veulent déjà que nous ôtions notre veste. Ça ne leur suffit pas, ils veulent que nous ôtions notre pantalon. Et ça ne leur suffit pas non plus, ils veulent que nous ôtions nos sous-vêtements. Ils veulent que nous allions à la Conférence internationale tout nus!"* (Al-Qabas, reproduit dans Al-Raia du 5 août 1988).

La trajectoire de l'OLP relève, en effet, de l'effeuillage politique. ■

16 janvier 1989.

12) Selon le sondage déjà cité, 22% seulement des habitants de la Cisjordanie, approuvent une confédération avec la Jordanie.

Après la victoire du PT



EN NOVEMBRE DERNIER, lors des élections municipales, le Parti des travailleurs (PT) a remporté 36 mairies, alors qu'il en occupait 3 auparavant. Parmi elles, São Paulo, la plus grande ville d'Amérique du Sud qui a élu à la tête de la mairie une femme, Luiza Erundina. Sur l'ensemble du pays, le PT est passé de 170 conseillers municipaux à 2 000. Comment peut-on expliquer cette victoire ?

Gustavo VASQUEZ

BEAUCOUP, au Brésil même et dans bien d'autres pays, ont essayé de minimiser cette victoire du PT, en donnant les explications les plus diverses. Ainsi, les dirigeants des partis de la bourgeoisie brésilienne veulent analyser les résultats électoraux en prenant la totalité des maires et conseillers du pays pour faire voir... qu'ils sont plus nombreux que ceux du PT. D'autres essaient d'en faire porter la responsabilité sur le président Sarney pour avoir fait réprimer les métallurgistes en grève de Volta Redonda ou ne pas avoir accordé d'augmentations de salaires.

Une politique intransigeante

Leonel Brizola, le dirigeant populiste du Parti démocratique du travail (PDT), quant à lui, a attribué le triomphe de Luiza Erundina à São Paulo... à l'appui de son propre parti. Or, si le PT a bien reçu l'appui électoral du PC, du PC do B et du PDT, chacun de ces partis a obtenu un conseiller, alors que le PT en obtenait 18.

S'il est vrai que les couches populaires ont sanctionné le gouvernement et ses collaborateurs, pour l'ensemble de sa politique et le non-respect des droits individuels, comme le disent les dirigeants du PT eux-mêmes, elles ont également signifié par leur vote que le PT est propre de toute accusation. Elles ont remis entre ses mains les principales villes du pays, lui en confiant l'administration.

Il faut en chercher la raison dans la politique défendue par le PT depuis le début de la courte vie de la Nouvelle république.

Quand on a refusé aux gens le droit

d'élire directement le président, quand l'ensemble des partis décidait de procéder à cette élection entre les quatre murs d'un collège électoral composé de quelques centaines d'entre-eux, le PT, qui avait été le pionnier et le fer de lance de la campagne pour les élections directes, s'est refusé à participer à ce collège électoral, qui devait élire Tancredo Neves et José Sarney comme Président et vice-Président en 1985.

Plus proche de nous, en octobre dernier, le PT a refusé de voter une constitution qui, si elle entérine quelques avancées du point de vue des droits démocratiques des travailleurs, a un contenu fondamentalement réactionnaire.

Au moment de la signature du pacte social, au mois de novembre, la Centrale unique des travailleurs (CUT) où se retrouvent les militants du PT, s'est refusée à entériner un tel pacte réactionnaire.

Quand les ouvriers de Volta Redonda s'affrontèrent à l'armée appelée par Sarney, le syndicat local, affilié à la CUT, lutta bec et ongles sans jamais jouer la conciliation.

Un vote conscient

Ce vote de la population brésilienne n'est donc pas gratuit. Ce n'est pas un choix aveugle qui se serait fait sans connaissance de la pratique et des propositions de ce parti. Bien au contraire. Les travailleurs brésiliens ont fait l'expérience des autres partis, ils les ont vus à l'œuvre et ont également compris qui les a toujours défendus.

Ce sont là les raisons "extérieures" qui expliquent le score du PT. Mais c'est aussi le bilan d'un parti qui compte rien de moins que 450 000 militants. Ces derniers ont compris, comme le dit Florestan Fernandes, député fédéral du PT de São Paulo, que "gagner lors de ces élections signifiait autant une révolution démocratique avec des réformes sociales pour aujourd'hui, qu'un tremplin pour le socialisme dans le futur. Ils (les militants du PT, ndlr) ont su diffuser ce message dans les secteurs pauvres et chez les travailleurs des villes, radicalisant ainsi les élections et frappant les "invincibles" des partis de l'ordre établi. A la fin, les religieux, les prêtres et les évêques 'progressistes' apportèrent leur contribution.

Ils ont compris cette évolution et recommandent de voter pour la seule candidature qui s'engageait dans des perspectives réelles de rénovation authentique de

la société civile, soutien décisif pour la victoire d'une candidature qui déploiera son drapeau en défense de la démocratie, de la participation populaire et du socialisme prolétarien dans le cadre du système de pouvoir municipal" (Folha do São Paulo, 5 décembre 1988).

Donc, aucune conciliation, concertation ou pacte. Aucune confiance dans les institutions bourgeoises, profondément réactionnaires. Aucun conciliabule derrière des portes closes. S'appuyer sur la démocratie directe et avant toutes choses, la lutte pour les droits et les revendications de ceux qui n'ont rien. Aucune confusion en ce qui concerne la lutte des classes. Aucune intention de faire disparaître les classes, ni dans les mots, ni dans la politique. Administrer les villes d'abord pour les pauvres.

Au service des couches populaires

Comme le dit Luiza Erundina, faisant référence aux occupations de terre des *favelados* (habitants des bidonvilles) pour construire des logements : "Le droit au logement passe avant le droit à la propriété privée". Ou, comme le dit également Olivio Dutra, maire de Porto Alegre et président national du PT : "On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. Voilà pourquoi on ne peut administrer une ville du point de vue populaire si l'on ne va pas à l'encontre d'intérêts économiques, de groupes économiques parfaitement définis. Les spéculateurs immobiliers qui gardent des terrains sans les utiliser, les propriétaires d'entreprises de transports collectifs, de construction, de grands centres commerciaux, seront sans aucun doute les premiers affectés" (Jornal Da tarde, 24 novembre 1988).

Il est certain que le PT a gagné dans les grandes capitales qui sont aussi les villes de concentration majeure de la population. Mais il l'a également emporté dans des villes fondamentales comme São Bernardo, la ville à plus forte concentration industrielle du monde, le bastion syndical du PT ; Santo André, ville-dortoir où

Les partis brésiliens

PMDB : Parti du mouvement démocratique brésilien (centre-droit, parti au gouvernement).

PCB : Parti communiste brésilien, pro-soviétique.

PC do B : Parti communiste du Brésil. Scission du PCB, d'origine maoïste.

PDT : Parti démocratique des travailleurs, populiste.

PDS : Parti démocratique social, droite.

PTB : Parti travailliste brésilien, droite.

habitent de nombreux travailleurs ; Santos, le principal port brésilien ; Campinas, où se trouve l'une des principales raffineries du Brésil, bastion du syndicat du pétrole. Le maire qui vient d'y être élu, Jaco Bitar, est le dirigeant historique des travailleurs du pétrole, fondateur du PT et de la CUT, membre de la direction de l'une et l'autre organisations.

Le PT l'a également emporté à Diadema où le maire sortant fut réélu. Diadema était l'une des trois mairies du PT et la seule où la politique du PT fut vraiment appliquée. La population s'en est rendue compte comme elle le fit à *contrario* dans les deux autres municipalités où les maires sortants ne furent eux, pas réélus.

A Diadema, le PT a fait une politique d'administration au service de la population : il a baissé le prix des transports publics et comme la compagnie privée qui avait la concession de ce service s'y refusait, il a municipalisé les transports collectifs, en achetant de nouveaux bus. La mairie a créé un conseil populaire des transports comprenant un représentant de chaque quartier, un représentant du syndicat des travailleurs des transports et un de la municipalité. C'est ce conseil qui était responsable de tout ce qui touchait aux transports publics.

Une politique démocratique

La mairie a installé des services de voirie dans les *favelas* et a construit des logements d'urgence dans les quartiers les plus marginalisés. La construction se fit avec des matériaux fabriqués par des ateliers municipaux, ce qui fut autant d'emplois créés. Elle a multiplié les écoles publiques et les repas gratuits pour les enfants des familles les plus pauvres. Elle a installé une usine de traitement des ordures. Au début de l'année, 50% de la population de Diadema apportait son appui au PT, pourcentage unique en son genre.

Mais il y eut aussi des épines. Ainsi, l'ancien maire de Diadema entra en opposition avec la base du PT, mais cette dernière imposa son propre candidat aux élections de novembre dernier, et l'ancien maire dut se retirer. Ainsi la population a démontré qu'elle ne votait pas pour des *caudillos* mais bien pour une politique, une position démocratique, une conception du travail et pour le parti qui les incarnait, le PT.

Voilà ce qui explique le succès du mois de novembre.

Finalement, la victoire du PT lors des élections municipales a une signification qu'on ne peut réduire au simple nombre des 36 mairies, tant du fait des caractéristiques de ces villes (taille, concentration industrielle, concentration de la population, etc.) que de la nature des propositions du PT qui n'ont rien de modéré mais qui, bien au contraire remettent en cause ce système, sur le fond. ■

La Unidad,
22 décembre 1988

BRESIL

Gérer São Paulo ... pas facile



LA VICTOIRE DE Luiza Erundina est l'élément le plus important des élections que vient de connaître le Brésil.

Si les victoires dans les autres villes de l'Etat de São Paulo et dans les autres Etats, furent plus larges, c'est sans aucun doute à São Paulo même que la bataille fut la plus rude.

José Correa est membre de l'exécutif municipal du PT à São Paulo.

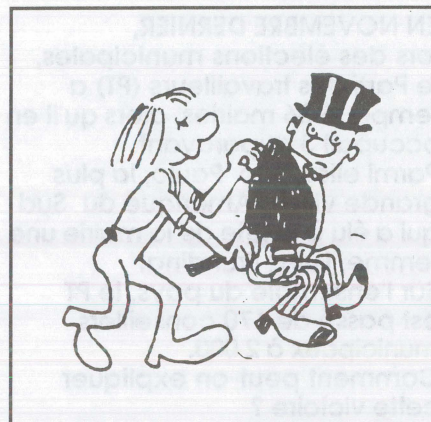
José CORREA

LE PT ne l'a pas seulement emporté dans la capitale de cet Etat, mais aussi dans 13 autres municipalités qui, prises ensemble, représentent 15 millions de personnes, la moitié de la population totale de l'Etat et presque tous ses centres les plus importants, formant cette gigantesque zone urbaine dont le centre est São Paulo : la capitale elle-même, avec plus de 10 millions d'habitants ; Santo André, 560 000 habitants ; São Bernardo, 560 000 habitants ; Diadema, 320 000. Et, hors du Grand São Paulo, Campinas, 900 000 personnes ; Santos 460 000 ; Piracicaba, 250 000.

Gouvernant les villes majeures du principal Etat de la fédération, le PT doit aujourd'hui répondre au grand défi que constitue la consolidation d'une base sociale qualitativement et quantitativement plus large, politiquement et idéologiquement plus soudée, afin de devenir le parti majoritaire de la société brésilienne et de gagner l'adhésion des larges masses à ses propositions.

Un point de départ

Le point de départ, conquis pour ce faire, est extrêmement important. Le PT est une force politique largement hégémonique parmi les 17 millions d'habitants des 39 municipalités du Grand São Paulo, avec ses 7 millions de salariés qui produisent 20% du produit intérieur brut du Brésil, soit près de 61 milliards de dollars. Par comparaison, le PIB de Cuba est de 15 milliards de dollars, celui du Nicaragua, de 2,7 milliards. Et dans cette région, des contradictions sociales gigantesques s'accumulent : 35% de la population vivent dans des *favelas* ; 50% n'ont accès à aucun service sanitaire, l'homicide est aujourd'hui la principale cause de mortalité des adultes.



La réalisation concrète de la vocation majoritaire du PT est un processus que conditionnent d'une part, sa capacité à administrer les villes de façon satisfaisante, en répondant aux besoins de la majorité de la population, notamment à São Paulo même, et d'autre part, sa capacité à présenter une alternative crédible pour les masses, face à la crise que traverse le Brésil.

L'encerclement capitaliste

Ce sont là les objectifs définis dans la résolution concernant les mairies conquises par le PT, adoptée le 2 décembre dernier par le directoire régional de São Paulo :

"a) L'amélioration des conditions de vie de vie des travailleurs au niveau de la municipalité ;

b) la dénonciation constante des limites de l'administration locale, en soulignant toujours que les problèmes de fond du peuple brésilien ne pourront être résolus que si nous en finissons avec le capitalisme et si les travailleurs prennent le pouvoir ;

c) la création d'espaces et de canaux, par l'administration, pour favoriser l'organisation et la participation croissantes et directes des travailleurs, au niveau de la municipalité, aux décisions les concernant ;

d) l'appui de l'administration municipale aux luttes des travailleurs contre les instances gouvernementales de l'Etat et du pays, et contre le capitalisme".

Il est important de préciser davantage la signification de cette victoire. Comme le dit la résolution que nous venons de citer : "(...) La conquête de municipalités par le PT ne signifie pas que les travailleurs aient conquis le pouvoir dans leur ville et, bien moins encore, dans l'ensemble du pays. Le pouvoir est quelque chose de beaucoup plus large. Il implique le contrôle des moyens essentiels de production, de l'appareil

d'Etat comme un tout et des moyens de communication de masse. Tout cela demeure aujourd'hui, d'une façon ou d'une autre, sous le contrôle direct de la bourgeoisie.

Au niveau de la municipalité, le pouvoir local dépasse également largement le contrôle d'une mairie. La puissance économique et la force des élites locales, avec leur pouvoir de cohésion sociale continuent d'exister, même si un coup leur a été porté par la perte du contrôle de l'exécutif municipal. Même au niveau des instruments d'exercice du pouvoir local, dans pratiquement tous les cas, nous aurons un conseil municipal qui dans sa majorité, sera au service des classes dominantes et qui fera une opposition forcenée à l'administration municipale du PT.

Dans la ville de São Paulo, sur un total de 53 conseillers, le PT en a obtenu 16 (plus deux, membres du PCB et du PC do B, dans la coalition locale "Partis du peuple" avec lesquels le PT propose de faire une coalition de partis pour administrer la cité). Le PSDB avec lequel le PT aura des rapports très difficiles, a obtenu 5 conseillers et le PDT, 1. Cela signifie que Luiza Erundina devra administrer avec une minorité du conseil, et déjà se fait jour un bloc dirigé par les conseillers du PTB Brasil Vita, et du PDS, Antonio Sampaio.

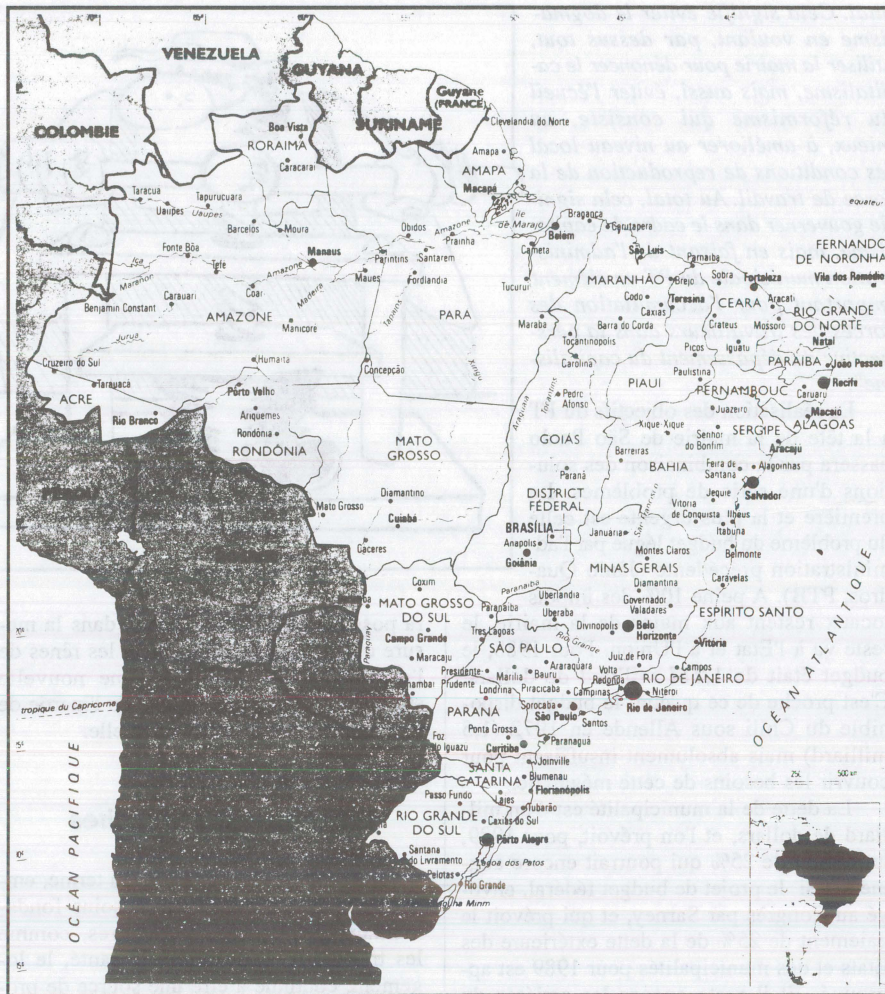
Il existe donc un risque que le PT doive faire face à un blocage législatif de sa gestion, au cas où la présidence de la direction du Conseil de São Paulo tomberait aux mains d'un conseiller appartenant à la droite.

L'encerclement capitaliste

Mais ce n'est là qu'une des difficultés que le PT va rencontrer. Il faut y ajouter les manœuvres des secteurs capitalistes dont l'activité est liée à l'espace urbain (entreprises de bus, de ramassage des ordures, de voirie...), les pressions des gouvernements fédéraux et de l'Etat, une campagne dans les médias et autres menaces.

Une logique profonde imprègne toute la machine administrative des municipalités, et plus encore dans le cas de São Paulo, avec ses 130 000 fonctionnaires. Ce sont des appareils fabriqués pour appuyer l'accumulation du capital, auxiliaires de gestion de la main-d'œuvre sociale du point de vue de la bourgeoisie. Ils fonctionnent selon des critères distincts de ceux qui seraient nécessaires pour répondre aux besoins sociaux des couches populaires.

Il est donc juste d'affirmer, comme le fait la résolution du Directoire de São Paulo, que "la contradiction sociale à laquelle nous devons faire face et qui est notre principal défi, est de réussir à transformer, dans ce contexte-là, un appareil politico-administratif qui a été conçu pour reproduire au niveau local la domination sur les travailleurs, en un instrument de lutte et de conquête au service de leurs intérêts immédiats et à long terme. Relever ce défi signifie lier la conjoncture et les objectifs stratégiques, et gouverner effectivement sans nous transformer en administrateurs du ca-



Les villes où le PT l'emporte

Etat de São Paulo :

la capitale, São Paulo
Santo André
São Bernardo do Campo
Diadema
Campinhas
Santos
Piracicaba
Cosmopolis
Cardoso
Cedras
Joticabal
Conchas
Presidente Bernardes

Etat de Rio Grande do Sul :

la capitale, Porto Alegre
Rio Grande
Ronda Alta
Severiano Almeida

Etat de Rio de Janeiro :

Angra dos Reis

Etat de Minas Gerais :

Ipatinga
João Monlevade
Timoteo
Dionisio
Illicinea
Santana de Vargem

Santana do Mahuaçu

Etat de Parana :

Salto de Londra
São João do Triunfo
Etat de Santa Catarina :
Campoere

Etat de Espiritu Santo :

la capitale, Vitoria
Jaguaré

Etat de Bahia :

Amelia Rodriguez
Jaquara

Etat de Ceara :

Icapui

Etat de Goias :

Guapo

Etat du Mato Grosso do Sul :

Amambi

Etat de Rio Grande do Norte :

Janduis-

... et d'autres de moindre importance...

Le PT était également en seconde position à Belo Horizonte — la capitale du Minas Gerais —, à Rio de Janeiro, et à Goiania, capitale de Goias.

pital. Cela signifie éviter le dogmatisme en voulant, par dessus tout, utiliser la mairie pour dénoncer le capitalisme, mais aussi, éviter l'écueil du réformisme qui consiste, au mieux, à améliorer au niveau local les conditions de reproduction de la force de travail. Au total, cela signifie gouverner dans le cadre du capitalisme, mais en faisant de l'administration municipale du PT un élément important pour l'accumulation des forces des travailleurs dans la perspective du dépassement du capitalisme".

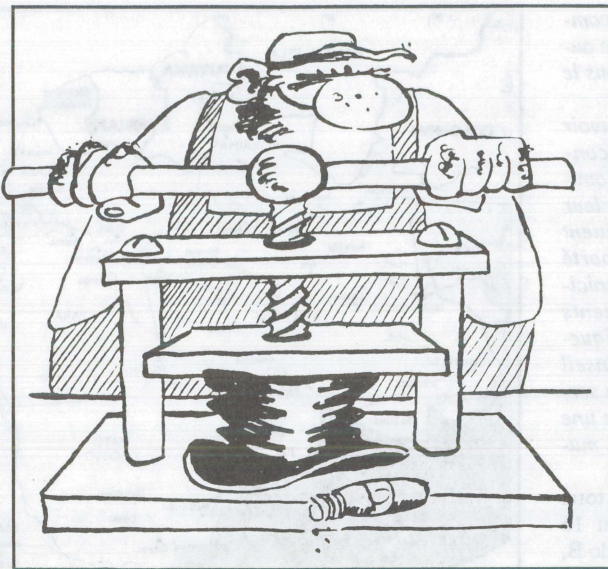
La réalisation des objectifs du PT à la tête de la mairie de São Paulo passera par la combinaison des solutions d'une série de problèmes. La première et la plus urgente est celle du problème du budget légué par l'administration précédente (Jânio Quadros, PTB). A peine 10% des impôts locaux restent aux mains de la mairie, le reste va à l'Etat et à l'Union. Pour 1988, le budget était de 1,217 milliard de dollars. C'est proche de ce qu'était le budget disponible du Chili sous Allende en 1972 (1,5 milliard) mais absolument insuffisant pour couvrir les besoins de cette mégapole.

La dette de la municipalité est d'un milliard de dollars, et l'on prévoit, pour 1989, un déficit de 25% qui pourrait encore augmenter si le projet de budget fédéral, envoyé au Congrès par Sarney, et qui prévoit le paiement de 25% de la dette extérieure des Etats et des municipalités pour 1989 est approuvé. Et il reste encore les arriérés du maire sortant qui, depuis avril se montent à 210 millions de dollars, principalement auprès des cinq grandes entreprises de travaux publics avec lesquelles le maire avait passé contrat, et qui est aujourd'hui irréversible, dont les dettes envers les entreprises sous contrat pour le ramassage des ordures.

Réforme administrative et étatisation

De plus, le gouvernement de l'Etat devrait rendre à la municipalité une partie des services et des frais dans des secteurs aujourd'hui encore bloqués par l'Etat comme la santé et l'éducation. Une grande partie du budget est déjà engagée dans les dépenses courantes, principalement les salaires, et existe le risque qu'il soit encore réduit par les "arrangements" que laisse Jânio Quadros. Le PT va donc trouver une situation plus que délicate au niveau budgétaire, dans laquelle la dette est une bombe à retardement pour la première année de gestion, ce qui implique une négociation complète avec les chefs d'entreprises et le gouvernement fédéral, et celui de l'Etat.

Une réforme administrative, avec l'élimination de divers secrétariats et la redéfinition du rôle des autres, la modification du fonctionnement de l'ensemble de l'administration et, principalement, une décentralisation effective de la "machine" municipale, est indispensable pour parvenir à une réelle inversion des priorités. Une telle réforme administrative, entre autres, ne se-



ra possible qu'à moyen terme, dans la mesure où le PT prendra en main les rênes de l'administration, planifiera une nouvelle structure et brisera la logique de l'inertie de la machine administrative actuelle.

Participation et conseils populaires

Il devra également, à moyen terme, empêcher que la réponse aux besoins fondamentaux des couches populaires, comme les transports, l'éducation, la santé, le logement, continue à être une source de profits pour les groupes capitalistes. Garantir l'étatisation de ces services, c'est parvenir à ce qu'ils fonctionnent avec efficacité et à un niveau de productivité adéquat, condition nécessaire pour entamer un combat politique et idéologique contre les idées néo-libérales et ceux qui disent que les entreprises d'Etat sont inefficaces.

L'efficacité de l'administration publique du PT est intimement liée aux mécanismes de contrôle et de participation populaire qu'il pourra établir. Cela concerne les problèmes de démocratisation de la gestion de l'Etat dans la sphère municipale, tant à travers l'intervention directe de la population dans l'administration, qu'à travers les canaux institutionnels de participation (qu'ils soient sectoriels, comme les conseils de santé, les parents d'élèves, les usagers des transports, ou plus généraux, comme les conseils communautaires ou budgétaires) et à travers la participation des fonctionnaires à la définition des objectifs pour les entreprises d'Etat et les investissements publics.

La démocratisation des informations, la "transparence administrative", en est une condition indispensable. La cooptation ou l'intégration des directions, et le développement d'une méthode de travail paternaliste, sont le risque majeur que court aujourd'hui le PT. Mais ce sont aussi des domaines dans lesquels il a accumulé le plus d'expérience.

La question la plus importante à laquelle le PT doit répondre, est sans doute celle des "conseils populaires". L'organi-

sation des masses, sur une base territoriale, du peuple travailleur des villes, indépendamment de l'Etat, est un défi de dimension historique que le PT doit relever. La discussion est nécessaire au sein du parti sur son caractère indépendant vis-à-vis de l'Etat, la définition de sa place dans "le champ de la société civile", ainsi qu'une description soignée des formes d'organisation populaire qui correspondent à la démocratisation de la gestion de l'Etat.

Sa constitution comme pouvoir effectif, comme organisme de mobilisation et de lutte basé sur la démocratie directe, comme éventuel "quatrième pouvoir", résultera en conséquence, de différents éléments : le niveau d'activité et d'expérience d'importants secteurs du mouvement de masse ; la possibilité de centraliser les différents mouvements popu-

laires aujourd'hui sectorialisés dans des cadres régionaux ; la compatibilité de ces derniers avec les éventuelles formes de participation dans le sens de la démocratisation de l'administration, qui tend à devenir la référence politique des masses en lutte ; la capacité de l'administration du PT, sans cesser de développer sa formation (parce qu'elle est la seule à avoir les moyens matériels de le faire), de préserver une réelle indépendance (qui ne soit pas seulement formelle) des conseils.

Une autre question est celle de la garantie de l'existence d'une couverture institutionnelle capable de donner une légitimité formelle et d'intégrer tous ces éléments de façon plus permanente. La nouvelle Loi organique municipale qu'il revient au nouveau Conseil municipal d'élaborer, pourra jouer ce rôle, pourvu que nos propositions soient déjà mises en pratique de façon minimale et que le PT ait la force suffisante pour défendre leur adoption.

Renforcer le PT

Le PT doit s'atteler à toutes ces tâches sans négliger pour autant la construction du parti, en évitant qu'il ne s'affaiblisse ou ne se confonde avec les administrations municipales du PT. A São Paulo, cela veut dire une redéfinition des structures actuelles du PT, divisé en 33 directions de zone, dans lesquels il n'existe pratiquement pas de noyaux et où le directoire municipal est également une référence organisationnelle et politique fragile. Cela passe aussi par le renforcement de l'intervention militante aujourd'hui diluée dans la masse des adhérents.

Le processus qui s'ouvre est passablement complexe, les enjeux sont énormes tout comme les dangers. Mais ce que le PT peut gagner mérite que l'on court ces risques, en se lançant dans la lutte pour la victoire des administrations PT, notamment dans la ville de São Paulo.

La Unidad,
22 décembre 1988

Les débats dans l'ANC

DE NOMBREUX ELEMENTS NOUVEAUX sont apparus, depuis une année, en Afrique du Sud. Les manœuvres réformatrices du pouvoir s'accompagnent d'un renforcement des dispositions répressives "légales".

Le régime cherche à garder l'initiative politique et tente une modification de l'apartheid sans toucher aux deux grandes lois racistes, la ségrégation de l'habitat et celle de l'enseignement. Botha cherche ainsi à stabiliser, à son profit, une situation marquée par les reculs du mouvement populaire.

C'est d'abord la répression qui explique les nouvelles difficultés pour l'opposition anti-apartheid. Mais c'est aussi un certain épuisement des stratégies diverses utilisées tout au long de ces cinq dernières années d'intenses mobilisations de masse.

Lors des élections municipales du 26 octobre 1988, le gouvernement a tenté une fois de plus — et toujours en vain — d'attirer une partie des masses noires dans le piège des institutions et de la collaboration. La participation de l'électorat africain, mais aussi métis ou indien, a été en général très faible.

Pourtant, tous ces événements suscitent de nombreux débats auxquels s'ajoute l'évolution des relations Est-Ouest quant au règlement des "conflits régionaux". En octobre 1988 s'est tenue une importante réunion, en Allemagne de l'Ouest, à laquelle participaient l'ANC (Congrès national Africain), des libéraux blancs sud-africains et des officiels soviétiques. Le thème principal en était la société "post-apartheid".

Tout ceci explique que le courant autour de l'ANC et du parti communiste (PCSA), connaît un très important débat (1).

Robert MENZEL

L'ANC avait décrété que l'année 1988 serait l'année de "l'Unité d'action pour le pouvoir populaire", mais elle fut une année difficile pour l'organisation nationaliste. D'importants débats se développent actuellement dans l'organisation et parmi ses partisans sur le chemin à suivre pour progresser en 1989 et dans les années à venir.

Une meilleure coordination et une meilleure collaboration entre l'armée et la police sud-africaine ont causé de lourdes pertes à l'ANC et à sa branche militaire, l'*Umkhonto we Sizwe* (MK). Le nombre de militants arrêtés ou tués depuis juin 1986, s'élève à 500.

Le procès d'Ismael Ebrahim, commandant présumé du MK pour la région du Transvaal, a révélé une partie de l'étendue de la guerre au coup pour coup que se livrent la guérilla et l'armée sud-africaine, et du degré de violence déployée par l'Etat, pour tuer et liquider ses adversaires.

Paradoxalement la perspective de l'accord sur l'Angola et la Namibie jette une autre ombre sur l'ANC. Même si les autorités angolaises le nient, ce n'est un secret pour

personne que la clause secrète de ces accords prévoit la fermeture des bases de l'ANC en Angola, ce qui est de nature à créer un sérieux problème de logistique pour le transport et l'entraînement de la guérilla (2). En attendant, l'utilisation des routes pour le transport des troupes de l'ANC est sous un sévère contrôle. Le Mozambique et le Swaziland sont virtuellement devenus des "zones interdites" pour l'ANC et le Botswana et le Zimbabwe sont actuellement mis sous pression.

Des opérations intensifiées

Malgré tout cela, la guérilla de l'ANC a intensifié ses opérations à l'intérieur du territoire sud-africain. Les attaques contre les policiers et les soldats se poursuivent et les attentats à la bombe contre des "soft targets" (cibles non-militaires comme les centres commerciaux, les cinémas, les stades, etc) ont connu une nette augmentation. Certaines de ces actions ont été cependant désavouées par l'ANC.

Jusqu'en 1987, cette organisation a connu des succès considérables dans ses efforts pour obtenir une reconnaissance in-



Afrique du Sud

ternationale. Lorsque Olivier Tambo, le président de l'ANC, a été reçu par le secrétaire d'Etat américain, George Schultz, en 1987, tout le monde pensait que l'essentiel était fait. Par ailleurs, l'ANC accédait à un statut quasi-diplomatique dans beaucoup d'autres pays dont un nombre impressionnant adoptait en même temps des sanctions à l'égard de l'Afrique du Sud.

Mais en 1988, cette tendance s'est ralentie. Les pays membres du Commonwealth n'ont pu briser la détermination de Thatcher. Même le sommet de Vancouver, en octobre 1987, ou la réunion de Toronto, en août 1988, du "groupe de travail" censé coordonner les activités des pays du Commonwealth les plus actifs contre l'apartheid, n'ont rien apporté de plus. Aucune nouvelle sanction importante n'a donc été adoptée l'année dernière.

Une autre source de préoccupation pour l'ANC a été l'évolution de la politique africaine de l'Union soviétique. Même si aucun changement n'a été officiellement annoncé jusqu'à maintenant, il est clair que les initiatives de Gorbatchev sur la coexistence pacifique auront des incidences sur la politique soviétique en Afrique du Sud.

Un bilan mitigé

Des entretiens avec Goncharov et Stavuchenko, experts soviétiques sur les questions africaines, ont confirmé que pour eux, la "révolution" n'était plus à l'ordre du jour dans cette région du monde (ni dans une autre région, d'ailleurs). Ils ont donc averti "fraternellement" l'ANC de ne plus rêver au renversement de l'Etat sud-africain et lui ont conseillé d'orienter sa politique de manière à trouver un compromis avec les Blancs, en reconnaissant certains droits spécifiques à la minorité blanche qui est actuellement au pouvoir, dans le cadre d'un accord négocié calqué sur le type des accords de Lancaster House, en 1980, au Zimbabwe (3).

1) Voir à ce propos l'importante brochure de Joe Slovo, secrétaire général du Parti communiste sud-africain : "The South African worker class and the national democratic revolution" (La classe ouvrière sud-africaine et la révolution nationale démocratique) (UNSEBENZ Publication ; Londres) où il pose entre autres la question du socialisme et polémique ouvertement avec les Soviétiques.

2) L'ANC aurait récemment décidé de lui-même de retirer ses bases de l'Angola (Le Monde du 10 janvier 1989).

3) Les accords néo-coloniaux de Lancaster House, ont été signés à Londres, en décembre 1979, pour organiser la fin du régime blanc au Zimbabwe (ex-Rhodésie). Malgré l'accession des Noirs au pouvoir, l'essentiel des intérêts économiques des colons blancs et de l'impérialisme ont été maintenus. Voir l'article Zimbabwe, la fin des illusions, dans Inprecor numéro 279 du 9 janvier 1989

Au niveau politique, 1988 a eu des conséquences contradictoires pour l'ANC. D'un côté, il a souffert de la pression accrue de l'Etat sur ses alliés intérieurs, essentiellement sur le Front uni démocratique (UDF). L'UDF est effectivement une organisation quasi-interdite et ses structures nationales sont paralysées. Les townships les plus militants ont été "pacifiés" et l'activité des masses est au niveau minimal.

D'un autre côté, l'ANC et ses alliés ont été capables de maintenir leur attrait pour de larges couches de la population. Les élections municipales d'octobre ont de nouveau prouvé que les efforts de l'Etat pour légitimer les collaborateurs avaient largement échoué. Bien plus importante fut la bataille pour gagner "les cœurs et les esprits" au Natal, où l'Inkhata (4) a déployé sa stratégie politico-militaire pour déraciner les partisans de l'ANC. Malgré tout, la résistance locale a pu repousser les assauts, ce qui a renforcé l'ANC au niveau politique et idéologique, même lorsqu'il n'en était pas directement à l'origine.

D'autres progrès évidents ont été réalisés dans la capacité de l'organisation de s'adresser à un nombre croissant de forces politiques, y compris un large éventail de groupes blancs. La diplomatie du "rugby", au mois de novembre dernier, en est un bon exemple. L'ANC s'est proposé comme médiateur entre les organisations sportives anti-apartheid et la (très Afrikaner) fédération de rugby, avec l'objectif de lever éventuellement le boycott international contre le rugby sud-africain. Cela peut paraître risqué, sauf quand on sait que le sport, et plus particulièrement le rugby, est sacré et déchaîne les passions en Afrique du Sud. L'ANC a également engagé de nouveaux contacts avec le Congrès Pan-africain (PAC), et en direction des groupes de Conscience noire et du Congrès national des syndicats (NACTU) (5).

Relative ouverture

La publication d'un nouveau "projet constitutionnel pour une Afrique du Sud démocratique" par l'ANC, fait également partie de cette relative ouverture. Ayant ainsi réactualisé la Charte de la liberté, l'ANC s'est engagé à instaurer un Etat avec un système pluraliste de partis, avec une économie mixte où la propriété privée serait protégée et avec un système juridique indépendant.

Les formations politiques blanches libérales sont aujourd'hui, beaucoup plus disposées à discuter ouvertement avec l'ANC. Le Parti fédéral progressiste (PFP, principal parti libéral blanc d'opposition), tout comme le Mouvement de la nouvelle dé-

mocratie (MND) de W. Malan et le Parti indépendant (PI) de D. Worral (ruptures du Parti national au pouvoir, ndlr) se sont engagés dans un processus d'unification, qu'ils espèrent voir aboutir et qui leur donnera plus de poids. Un des points à leur ordre du jour est d'agencer la façon dont ils vont jouer un rôle de "courtier" entre l'Etat et l'ANC.

Les "faucons" qui contrôlent aujourd'hui les cercles qui se trouvent tout au cœur du pouvoir, sont déterminés à gagner la guerre contre l'ANC. Dans cette optique, ils ont réussi à réaménager avec succès le système de sécurité selon leurs souhaits. Mais comme le disait le secrétaire d'Etat à la sécurité (équivalent du ministre de l'Intérieur, ndlr), le général Charles Llyod, "la guerre contre la subversion n'est militaire qu'à 20%, 80% du problème étant politique". Or, tout ce qui s'est passé ces deux dernières années confirme que l'ANC reste toujours la principale force dans les townships.

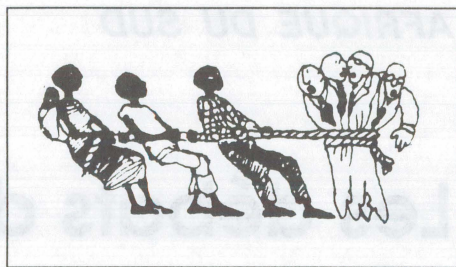
"Chercher, trouver, détruire, coopérer"

Deux options se sont dégagées dans la stratégie de l'Etat pour tenter de faire face à cette situation. Elles s'expriment certes avec un discours différent, mais ne sont pas contradictoires. Cette "cohabitation" explique les hésitations et les contradictions de la politique suivie par l'Etat, même si pour le moment, ce sont plutôt les "faucons" qui sont en position de force.

Une première stratégie est celle de "trouver et détruire" l'ennemi. Elle a le mérite d'être relativement simple. Elle refuse toute négociation et toute médiation avec la résistance. Elle se base sur l'affirmation qu'aucune démocratisation de l'Afrique du Sud ne pourra se faire, sans que l'on ait, au préalable, réorganisé totalement la société civile de manière à ce qu'elle ne reproduise plus les conditions qui permettent à la résistance noire de s'épanouir. Les partisans de cette option pensent que la supériorité militaire indéniable de l'Etat, pourrait suffire à le maintenir indéfiniment. Cela suppose également que la communauté internationale ne changera pas radicalement de politique par rapport à l'Afrique du Sud.

L'autre stratégie est celle du "trouver l'ennemi et l'affaiblir au point de le forcer à accepter nos conditions". Les défenseurs de cette option sont conscients qu'à long terme, les pressions économiques et militaires sur l'Afrique du sud vont l'épuiser et qu'une sorte d'intégration-cooptation-négociation est nécessaire maintenant, avant que la situation n'échappe réellement à leur contrôle. Dans ce contexte, certains terrains de négociation sont recherchés avec l'ANC et avec la résistance en général.

Bien entendu, il n'est nullement question de transmettre le pouvoir à une quelconque majorité noire, et même les réformateurs les plus audacieux dans l'appareil d'Etat, n'oseraient rêver de "partage du pouvoir" ou d'une solution "à la zimbabwéenne".



Mais la question centrale pour les tenants de cette option est d'amener l'opposition extra-parlementaire à accepter certaines formes de collaboration avec l'Etat, à reconnaître les limites du terrain politique, à mener une opposition "rationnelle" (au lieu de défier l'Etat) afin d'obtenir des acquis économiques et sociaux et de prendre des responsabilités locales ou consultatives.

Il y a actuellement un consensus dans l'ANC pour refuser ce genre de projets, mais d'importants débats ont lieu sur la question de savoir ce qu'il est possible de faire pour sortir de l'impasse actuelle.

Dans ce contexte, le débat autour des "soft targets" doit être vu plutôt comme un symptôme que comme une question centrale. Cela touche en fait à toute la question de la lutte armée. Le nom de Chris Hani, le chef d'Etat-major du MK, et qui est apparemment l'étoile montante de l'ANC, est souvent associé à ces débats.

L'ANC et l'insurrection

Depuis 1985, l'ANC s'est engagé dans un changement de stratégie décisif. Lors de la Conférence consultative de Kabwe, vers le milieu de 1985, la direction de l'organisation s'est lancée dans une perspective de "guerre populaire". Cela a encouragé les militants de l'ANC et des organisations de masse à construire des "bases révolutionnaires" et des "unités de combat de masse".

D'après Hani, "L'ennemi a perdu le contrôle politique sur la majorité des townships, Nous sommes assez bien informés sur la crise profonde à laquelle la classe dominante de notre pays est confrontée. Le peuple a rejeté de ses rangs tous les organes qui imposent la loi de la minorité raciale. Notre tâche est d'organiser dans chaque base révolutionnaire de masse, des unités de combat qui, d'une part, défendront le peuple contre l'Armée de l'apartheid et d'autre part, organiseront des attaques armées pour lancer une offensive contre l'ennemi (...)" (6).

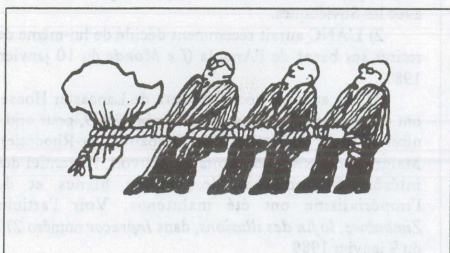
4) Organisation réactionnaire à caractère ethnique zoulou, contrôlée par Mangosuthu Buthelezi, le chef du bantoustan KwaZulu. Voir les articles *Les affrontements au Natal* et *Les spécificités du KwaZulu* dans *Inprecor* numéro 257 du 18 janvier 1988.

5) *Pan African Congress* : Congrès pan-africain, c'est une scission de l'ANC, en 1957. Il connaît une légère remontée ces derniers temps.

Conscience noire : Mouvement politique né au début des années 70, dirigé par Steve Biko, très puissant lors du soulèvement de Soweto, en 1976.

National congress of trade-unions, Congrès national des syndicats, seconde fédération syndicale indépendante du pays, où des courants proches du PAC et de Conscience noire sont relativement puissants.

6) *Radio freedom broadcast* d'Addis Abeba, 20 mars 1987.



Pendant un moment, cette proposition l'a emporté dans l'ANC. Même après juin 1986, alors que l'Etat avait réussi à mater les soulèvements locaux, la ligne officielle de l'ANC était de préparer l'assaut final. *"Les signes sont encourageants et la victoire finale semble en vue"* disait le Parti communiste sud-africain au début de 1988. (7)

Avec le soutien de ses proches collaborateurs, comme le nouveau commissaire politique du MK, Steve Tshwete, Chris Hani a continué à pousser dans le sens d'une solution "militaire". *"Nous allons porter la guerre dans la zone des Blancs"*, disait-il. Il répondait ainsi implicitement à ceux qui critiquaient l'élargissement des attaques contre les *"soft targets"*: *"Nous allons empêcher les Blancs de continuer à vivre en sécurité. Les récentes bombes ont servi à leur dire : nous pouvons ramper et glisser tout près de vous... Nous sommes capables de porter un grand coup dans vos zones à vous..."* (8)

Les débats en cours

Cependant, certains signes importants nous montrent que cette position "insurrectionnaliste" est de plus en plus critiquée au sein de l'ANC.

Avant tout, il est clair que les perspectives de renversement du régime sont repoussées indéfiniment. L'historien Colin Bundy, de l'Université du Cap-Ouest, a récemment démontré, dans une étude sur la période 1984-86, que les conditions d'une prise révolutionnaire du pouvoir n'étaient pas mûres, même au moment où les soulèvements de 1984-85 atteignaient leur point culminant. Entre autres facteurs, il cite *"le monopole de l'Etat sur le contrôle des instruments de coercition"* et le *"haut degré de loyauté de la police et de l'armée envers le régime"* et ajoutait que *"depuis 1789, il a été démontré maintes fois qu'il ne pouvait y avoir de révolution moderne victorieuse, tant que les forces armées du régime n'étaient pas soumises à une érosion substantielle"*. (9)

Les réorganisations de juin dernier, au Comité exécutif national (CEN) de l'ANC, reflètent partiellement ces débats. Tshwete a perdu sa position de numéro trois du MK mais, en même temps, il est devenu membre à part entière du CEN (ce qui indique que ses positions ne sont pas totalement défectueuses).

Par ailleurs, le CEN s'est clairement prononcé contre la tactique des *"soft targets"*, tout en reconnaissant que plusieurs de ces attaques avaient été menées par les combattants du MK. Une source proche de l'ANC a admis que l'organisation *"n'avait pas entièrement réussi à établir une direction politique expérimentée pour les combattants que nous avons ou entraînés au niveau local"* (10).

Mais Chris Hani et ses partisans sont loin d'être écartés. Ils peuvent compter sur



le soutien des "jeunes lions", la génération de 1976 qui a quitté l'Afrique du Sud pour rejoindre l'ANC et la lutte armée et qui est impatiente d'attendre pour lancer l'assaut final à une échelle de masse. Cette couche de militants forme aujourd'hui, la majorité dans l'ANC et le MK et a été récemment rejointe par la *"promotion"* 1984-86, c'est-à-dire de nouveaux "jeunes lions" qui ont commencé à militer dans le climat révolutionnaire de 1984-86 et qui sont peut être encore plus enragés et assoiffés de passer à l'action.

Réévaluation

La réelle étendue de la réévaluation en cours dans l'ANC sur la phase insurrectionnaliste est inconnue.

Les initiatives sur la Constitution et les nombreuses réunions, précitées, avec des groupes de Blancs, représentent une autre façon de faire de la politique, pour des dirigeants comme Olivier Tambo, même si pour lui, comme pour toute la direction, le rôle de la lutte armée reste très important. La question est de savoir quel type de lutte armée, et de quelle ampleur.

Le problème pour la direction modérée de l'ANC, c'est qu'elle n'a pas grand chose à

dire aux *townships*, pour le moment. Toute négociation avec le régime ou participation aux institutions de l'Etat, sont exclues dans le contexte actuel.

Joe Slovo, principal dirigeant du PCSA, a soulevé un autre débat. Il faut préciser, ici, qu'il est clair que les débats internes de l'ANC sont de moins en moins des affrontements entre "nationalistes" et "communistes". Dans le débat sur la réévaluation de "la tendance insurrectionnaliste", par exemple, il y avait des "communistes" et des "nationalistes" des deux côtés.

L'opposition au militarisme

En tant que précédent chef d'état-major du MK, Slovo préconisait une guerre de guérilla de basse intensité, plutôt symbole de la résistance, qu'assaut généralisé contre l'Etat. Il a souvent dit que *"frapper les Blancs"* était une déviation importante de la lutte, qui ne ferait que la racialisier encore plus. Lorsque les événements de 1984-86 ont éclaté, il avait accepté un changement en direction d'une sorte de poussée insurrectionnelle.

Mais son départ du MK pour réaffirmer publiquement ses responsabilités dans le PCSA, a été perçu comme une tentative de construire le PCSA comme une force politique à part entière. Slovo a toujours défendu l'idée qu'il était important que la classe ouvrière s'organise plus ouvertement, en défendant explicitement un programme socialiste. En 1986, le PCSA a lancé un avertissement, en soulignant le danger

pour la révolution sud-africaine, d'être dévoyée et paralysée par des *"éléments bourgeois"*, et ajoutait *"nous ne devons pas nous arrêter à la 'Révolution de février' mais pousser jusqu'à Octobre"* faisant référence à la Révolution russe. Slovo s'inquiétait que le parti et le programme socialiste qu'il déclare défendre, étaient insuffisamment préparés dans l'éventualité d'une chute relativement rapide du régime.

Par conséquent, le PCSA sous la direction de Slovo, s'est orienté vers l'entrée dans les organisations de masse, surtout les syndicats, et leur reprise en main. Pour Slovo, il s'agissait d'importants terrains de bataille politique, trop longtemps sous-estimés par l'alliance ANC-PCSA et dangereusement influencés par les soi-disant *"ouvriéristes"* et autres indépendants de gauche.

Cette stratégie pose plusieurs problèmes. D'un côté, les organisations de masse,

7) *African communist*, numéro 112, premier trimestre 1988.

8) *Weekly Mail*, du 8 juillet 1988.

9) Around which corner (derrière quel coin) ? *Revolutionary theory and contemporary South Africa*, Center for research on Africa, UWC, 21 juillet 1988.

10) *Weekly mail*, 26 août 1988.



y compris les syndicats, ont été confrontés à de nombreuses difficultés, durant ces deux dernières années, tout spécialement en 1988. Pour certains, cela prouvait que les organisations de masses étaient incapables, à elles seules, de changer les rapports de forces. Pour beaucoup de militants de l'ANC, la "guerre politique prolongée", prônée par Slovo, apparaissait de moins en moins comme une stratégie menant à la victoire. Sa stratégie visant à assumer plus ouvertement des positions socialistes était également de plus en plus critiquée, car elle apparaissait en rupture avec la ligne précédente de l'ANC et du PCSA.

Un autre facteur a été que le PCSA n'a pas été vraiment capable de prendre le contrôle définitif des associations de masse, et spécialement des syndicats, aussi facilement qu'il l'aurait cru. Les autres courants politiques, y compris les nombreux cercles indépendants de gauche, parmi lesquels les soi-disant "ouvriéristes" sont les plus puissants, s'y sont opposés.

Une situation complexe

Dans une situation aussi instable, aucune des propositions stratégiques en présence n'avait suffisamment de poids pour imposer sa force et sa cohérence. Par ailleurs, les divergences actuelles n'ont pas non plus atteint le "point de non-retour" et aucune des tendances n'est à même de pouvoir l'emporter sur l'autre.

La règle du consensus qui prévaut traditionnellement dans l'ANC l'a protégée, jusqu'à maintenant, du danger de tomber dans des travers, comme celui de l'utilisation de violence à l'intérieur de l'organisation, contrairement à ce qu'ont connu beaucoup de mouvements révolutionnaires ou de libération nationale, dans le Tiers-monde. Mais cela a souvent abouti à une relative paralysie analytique et organisationnelle du mouvement, l'absence de consensus devenant absence de ligne politique. Le problème crucial est que les positions de l'ANC se sont exprimées sous des formes assez contradictoires, ces dernières années.

Beaucoup d'autres facteurs complexes peuvent entrer en considération et des spéculations ont été notamment faites sur le rôle de Nelson Mandela dans tous ces problèmes, dans la mesure où sa situation changeait et qu'il pouvait intervenir plus ouvertement.

novembre 1988



ECOLOGIE/PAYS DE L'EST

La neige était noire

LA CATASTROPHE de Tchernobyl, le 26 avril 1986, "ce malheur qui a durement touché le peuple soviétique" (1), a marqué une véritable rupture dans l'émergence de la conscience écologique en URSS et en Europe de l'Est. Les problèmes n'étaient pourtant pas nouveaux, comme en témoigne la circulation grâce au samizdat, il y a une dizaine d'années, du remarquable ouvrage de Boris Komarov, *Le Rouge et le Vert* (2).

Il s'agissait là du premier réquisitoire complet et bien informé contre la destruction de la nature en URSS, s'efforçant d'analyser au niveau macroscopique les fondements de la crise écologique dans ce pays. La contestation écologique, qui avait connu une première flambée au début des années 60 pour sauver le lac Baïkal, s'étend aujourd'hui bien au-delà des frontières de l'URSS, à tous les pays du bloc de l'Est (3).

Jean-paul DELEAGE

L'UNION SOVIÉTIQUE, véritable Etat-continent, présente des spécificités liées à l'exploitation intensive des ressources de son immense territoire :

— Déficit chronique en eau des régions asiatiques du Sud de la Sibérie, qui avait justifié le "projet du siècle" de détournement des fleuves nord-sibériens vers le sud ;

— gaspillage lié à l'éloignement croissant de l'aire d'extraction des ressources disponibles de leur lieu d'utilisation. Les gisements sont concentrés à l'est alors que c'est à l'ouest que vivent les trois quarts de la population ;

— fragilité particulière de certaines zones : précarité des équilibres écologiques de la toundra, faible capacité d'auto-épuration des réserves hydriques et des sols des régions septentrionales, etc.

Mais on y retrouve, dans les zones à forte concentration urbaine et industrielle, de graves phénomènes de pollution, analogues à ceux que connaissent la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie : pollution de l'eau et de l'air, destruction des sols et de la végétation, épuisement de certaines ressources physiques et/ou biologiques sont autant de drames écologiques qui ignorent les frontières des pays du Comecon.

Ni l'air, ni les eaux, ni la terre n'échappent à une pollution qui atteint des niveaux incroyables. C'est à la fin de l'année 1977 que l'on note pour la première fois dans la capitale soviétique un phénomène nouveau : la neige tombait noire. Quelque part

dans l'atmosphère, elle s'était déjà combinée à la suie. Voici quelques chiffres datés du début des années 80, extraits du Bulletin de la pollution réservé à l'époque à un nombre restreint d'officiels :

"Nombre de villes dont l'atmosphère contient en moyenne 100 DLT (4) : 10 ; nombre de villes à 10 DLT : environ 100 ; nombre de villes à 5 DLT : plus de 1 000... Au cours de la dernière décennie, le nombre de cancers a doublé. Chaque année, le nombre de nouveaux-nés atteints de tares congénitales augmente de 5 à 6%... le fardeau génétique de la population se situe aujourd'hui entre 7 et 8%...". A noter qu'au milieu des années 80, sur les dix villes les plus polluées d'Union soviétique, cinq se situaient en Arménie.

Globalement, le ministre de la Santé Tchazov estimait qu'en 1987, la pollution de l'atmosphère dépassait très largement les normes admissibles dans 104 grandes villes du pays (5). Le dommage total supporté

1) Allocution télévisée de M. Gorbatchev, 14 mai 1986.

2) Boris Komarov, *Le Rouge et le Vert, la destruction de la nature en URSS*, Paris, le Seuil, 1981, et notre commentaire paru dans *l'Alternative*, numéro 9, mars-avril 1981, p. 46.

3) Nous n'abordons pas ici les problèmes pourtant immenses qu'affrontent des pays comme la Chine et le Vietnam, car la crise écologique s'y apparente beaucoup plus à celle qui sévit dans le Tiers-monde.

4) Boris Komarov, op. cit. ; DLT : Dose Limite Tolérable ; il s'agit d'une norme de concentration de produits toxiques dans l'air, l'eau, etc... 5 DLT : zone d'alerte ; 10 DLT : zone de danger immédiat ; 25 DLT et au-delà : zone de danger exceptionnel, ce qui signifie qu'un séjour prolongé menace votre santé et celle de votre descendance.

5) *Literaturnaja Gazeta*, 29 avril 1987.

par l'économie occasionné par la pollution de l'air et des eaux dépassait sans doute largement 50 milliards de roubles au milieu de notre décennie ! En Pologne, les pertes dues à la dégradation de l'environnement sont estimées à environ un quart du revenu national !

La situation n'est pas meilleure dans les pays d'Europe centrale, où les régions au sud de la RDA, la Bohême du Nord et la Silésie sont très touchées par les effets de l'exploitation intensive du lignite et du charbon, ce qui a contraint à l'abandon de nombreux villages. En Hongrie, un tiers des forêts est irréversiblement atteint par les pluies acides.

Quant à la Pologne, elle s'est vue souvent attribuer le triste label de "pays le plus pollué du monde". Dans l'introduction de la publication du Comité central du POU, intitulée *Les menaces écologiques*, le professeur Wojcik écrit : "La Pologne a atteint le plus haut degré de dégradation du milieu naturel en Europe, mais aussi dans le monde, en raison de l'absence de contrôle de la pollution par les activités industrielles, urbaines et agricoles" (6). Mais il s'agit là d'une publication limitée à un public très restreint : un rapport établi pour le Voïvod de Katowice donne des chiffres proprement effrayants tout à fait comparables à ce que nous savons des effets terribles de l'industrialisation anglaise au milieu du XIXe siècle.

Une mer grise et morne

La gravité de la pollution et du gaspillage des eaux n'est pas moins dramatique. En RDA, 87% des fleuves et rivières sont pollués, 50% en Tchécoslovaquie ; en Roumanie, le plus long fleuve du pays, l'Olt, est pollué sur la totalité de son cours (670 km) à l'exception des neuf premiers kilomètres à partir de sa source. Mais c'est en Union soviétique même que les conséquences de la gestion bureaucratique des ressources hydriques atteignent des niveaux effrayants, entraînant notamment une chute brutale de la productivité biologique des systèmes aquatiques.

Dans la mer d'Azov, on pêche aujourd'hui moins de 3 000 tonnes de poissons par an, soit 100 fois moins qu'en 1945. L'Aral est devenue une "mer grise et morne, qui a perdu sa majesté d'antan. Il n'y a plus de poissons ici. La salinité de l'eau

bleue-verte a augmenté de deux fois et demie. La profondeur a diminué de treize mètres et les rivages se sont éloignés de 70 à 80 kilomètres... Le fond dénudé (près de deux millions d'hectares) s'est transformé en désert et rejette chaque année jusqu'à 70 millions de tonnes de poussière salée" (7) et son niveau continue de baisser de près d'un mètre chaque année. Combinés à la menace chimique (300 kg d'engrais minéraux à l'hectare et pas moins de 50 kg de pesticides dans la région en amont), ces rejets salés menacent la vie de trois millions de personnes.

Ces dernières années, la mortalité infantile s'est multipliée dans la région (92 nouveaux-nés pour 1 000 !). Les mères meurent tôt ; le cancer de l'œsophage est devenu l'une des maladies les plus répandues.

"Corriger les erreurs millénaires de la nature"

La pollution ne représente évidemment que la conséquence ultime du rejet irresponsable de produits et de déchets industriels dans l'environnement, d'une politique de développement industriel et agricole qui a perdu de vue toute finalité humaine. Ainsi, en amont de la mer d'Aral, où tout l'effort de production s'est concentré sur le coton : "Demandez en Ouzbékistan, pourquoi Charaf Rachidov a reçu dix Ordres de Lénine et deux Etoiles d'Or. 'Pour le coton', vous répondra n'importe qui, même le petit écolier" (8) Les plans cotonniers faisaient périr l'Aral, dégradaient l'agriculture et l'élevage de subsistance riverains en détournant l'eau des deux fleuves qui l'alimentent. Le rendement en coton stagnait, mais des plans augmentaient, dévorant toujours plus de terre, pour un coton de qualité de plus en plus médiocre !

Un point de vue global, prenant en compte l'ensemble de la gestion des ressources, permet de dresser un tableau sinistre : campagne d'assèchement de 10 millions d'hectares du nord des Terres Noires, qui aboutit au massacre de plus de la moitié de ces terres ; défrichement inconsidéré des steppes du Kazakhstan qui provoque en moins de vingt ans l'apparition de 4 millions d'hectares de sables désertiques. Un organisme du Gosplan symbolise mieux que tout autre cet absurde projet de domination de la nature qui connut son apogée sous le règne de Staline sans être renié par Brejnev : l'*Hydroprojeckt*. A la différence des Etats-Unis et d'autres pays industrialisés, l'URSS a édifié ses plus grands barrages sur des fleuves de plaine dont les retenues s'étalent largement et noient des terres qui sont parmi les plus précieuses : 12 millions d'hectares sont ainsi devenus des fonds lacustres ou marécageux improductifs. On imagine difficilement l'ensemble des désordres écologiques résultant de ces "grandes réalisations du socialisme".

On sait l'importance démesurée accordée au charbon, à l'acier, aux grands barrages dans la planification des années stalinienne. Ces choix industriels qui ont prévalu jusqu'à ces dernières années ont des

Jean paul DELEAGE est un des marxistes à s'être penché sur les problèmes écologiques. Il est l'auteur d'un ouvrage consacré à l'énergie "Les servitudes de la puissance", en collaboration avec Daniel Hemery (Flammarion, 1988). Il a collaboré à l'Institut international de recherche et de formation (IIRF) qui publie les Cahiers d'étude et de recherche (CER). Depuis décembre 1988, il est un des animateurs de la Nouvelle gauche.

conséquences écologiques désastreuses. La plupart des investissements restent affectés à l'industrie lourde et à la production énergétique. La restructuration de l'économie qui a cours dans les pays industrialisés occidentaux à la suite des chocs pétroliers restent encore largement un vain mot en URSS, en RDA ou en Pologne, sans parler des choix industriels déments de la mafia au pouvoir en Roumanie.

Au seuil du XXIe siècle, la plupart des pays de l'Europe de l'Est pataugent encore dans un développement qui est loin d'être dégagé des modèles stalinien, extrêmement coûteux en énergie et en matières premières. Et c'est bien là la cause essentielle de la dégradation des ressources et de l'environnement naturels. Même si l'on a provisoirement abandonné "le projet du siècle" de détournement des fleuves sibériens (9), la démente du rêve stalinien de "corriger les erreurs millénaires de la nature" hante encore l'inconscient borné de maints bureaucrates !

"Seule l'opinion publique !"

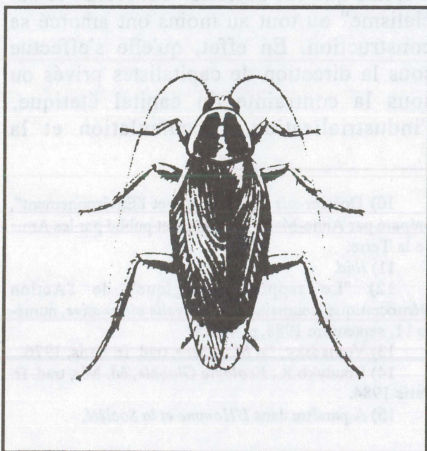
La première vague de contestation écologique fut liée, en URSS, à la défense du lac Baïkal, dès le début des années 60. Personne n'a oublié l'appel angoissé de l'écrivain Mikhaïl Cholokhov à la tribune du 23e Congrès du PCUS en mars 1966 : "j'ai peur que nos héritiers ne nous pardonnent pas d'avoir laissé disparaître le Baïkal sacré". Mais cette contestation resta confinée à un cadre limité : d'un côté des savants et des écrivains, avec un certain effet dans la presse, relayé par un mouvement d'opinion assez vaste mais atomisé, de l'autre, une ad-

6) Dans le tome V du cycle sur "la situation de la classe ouvrière en Pologne", extrait traduit dans *La Nouvelle alternative*, numéro 8, décembre 1987, p. 64.

7) Compte-rendu de l'expédition scientifique "Pour la défense de l'Aral", *Les Nouvelles de Moscou*, numéro 42, 16 octobre 1988.

8) *Ibid.*

9) Décision du Bureau politique du PCUS du 8 août 1986.





ministration lourde qui poursuit imperturbablement sa politique, adossée à la toute puissance étatique.

C'est à la périphérie du système soviétique que va naître la contestation écologique la plus radicale, dans le contexte explosif polonais. Dès la fin de l'année 1979 — avant même la création de Solidarité — naissent des clubs écologistes dans la plupart des grandes villes polonaises, dont l'audience est grande dans l'intelligentsia (médecins, urbanistes, enseignants, étudiants) et bientôt amplifiée avec la création du syndicat indépendant, pour aboutir en octobre 1981 à la création du "Mouvement des Verts" avec le soutien de Solidarité. Dans son appel initial, ce mouvement insiste sur le fait que *"la vérité écologique est aujourd'hui une vérité fondamentale de notre existence... l'écodéveloppement constitue l'unique alternative valable de développement dans la deuxième moitié du XXe siècle"* (10). Solidarité, de son côté, place en tête de la 16e thèse sur *"la lutte pour l'environnement"* qui figure à son programme cette déclaration :

"La protection de l'environnement exige : 1) la reconnaissance de la priorité des objectifs sociaux sur la production, 2) les mesures pour y arriver et leur publication". Cette exigence s'accompagne de celle, répétée, de "l'abolition du secret de la vie publique et de l'accès de tous les citoyens aux documents de l'administration". Il s'agit de "considérer l'existence d'organisations indépendantes du pouvoir comme le fait le plus important dans le changement des relations sociales et politiques de notre pays" (11).

Un foisonnement écologique

Aujourd'hui, aucun pays d'Europe orientale n'est à l'écart de la réflexion et de l'action écologique, avec des nuances propres à l'histoire, à la culture, aux traditions de chaque peuple. Ainsi, l'influence des églises évangéliques est-elle très nette en RDA, qui compte une cinquantaine de groupes écologiques ecclésiastiques dont la réflexion porte aussi sur les problèmes du développement et de la paix. Ailleurs, la contestation écologique s'inscrit directement dans l'action pour le renouveau démocratique : Hongrie, Tchécoslovaquie où les militants de la Charte 77 viennent de publier une remarquable analyse de l'état de l'environnement, Roumanie d'où nous parvient le premier document sur la situation écologique, émanant d'un groupe d'opposition clandestin, l'Action démocratique roumaine (12).

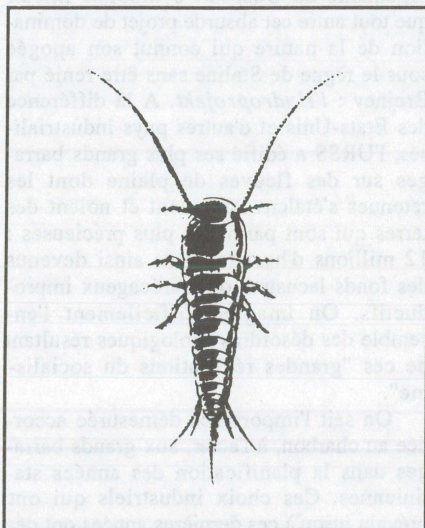
Mais c'est en URSS que se déploient depuis plusieurs années la réflexion et la contestation écologiques sur des bases à la fois les plus larges et les plus contradictoires, stimulées par la *perestroïka* et le traumatisme de Tchernobyl. Foisonnement des publications, multiplication des groupes actifs, luttes quelquefois victorieuses ont joué un rôle central dans l'éveil de l'opinion publique aux grandes questions qui

commencent à faire bouger la société soviétique dans ses profondeurs. Multitude de comités locaux, structures plus officielles comme "Le Mondevert" créé sous la direction de Sergueï Zalyguine, rédacteur en chef de *Novy Mir*, sont devenus autant de centres de la contestation radicale du centralisme et du gigantisme bureaucratique. La politique de *perestroïka*, impulsée du sommet, a permis à la sensibilité écologique de se mobiliser et de se structurer dans la forme d'un mouvement social de grande ampleur.

Ecologie et "socialisme réel".

L'énoncé de quelques uns des thèmes portés par la nébuleuse écologique suffit à montrer qu'elle s'attaque au modèle même de développement qui a prévalu en URSS depuis Octobre 1917 : affaires du Baïkal et du détournement des fleuves, développement cotonnier autour de l'Aral, digue sur la Néva à Léninegrad, qui transforme son embouchure en cloaque, pollution chimique à Erevan, construction d'une centrale nucléaire dans un site historique prestigieux d'Ukraine, flottage du bois sur les fleuves sibériens, ligne ferroviaire transcaucasienne, autant de projets qui aujourd'hui mobilisent contre eux des millions et des millions de citoyens soviétiques.

A la diversité des thèmes de mobilisation se conjugue celle des références idéologiques qui animent militants et groupes écologistes. Au-delà du slogan commun : *"les planificateurs doivent être les payeurs"*, qui est un écho du célèbre *"les pollueurs doivent être les payeurs"* ayant cours en Occident, le mouvement écologique se situe au confluent de plusieurs traditions de pensée très différentes, voire opposées. A une extrémité, on trouve les courants qui, inspirés par le discours nationaliste grand-russe, voient la destruction de la nature comme la conséquence de la décadence morale, du non-respect des valeurs nationales, de l'oubli du passé de la nation russe (c'est le cas par exemple de l'écrivain Valentin Raspoutine). Ces courants nostalgiques n'hésitent pas à mêler quelquefois leur voix à celle, franchement réactionnaire, du mouvement *Pamiat* (Mémoire). Les scienti-



fiques tiennent une place centrale dans la mobilisation écologique, bien au-delà des seuls naturalistes ou écologistes de profession. S'appuyant sur une tradition scientifique bientôt séculaire, synthétisée dans les années 20 par le grand ouvrage de Vernadsky *La Biosphère* (13), nombreux sont les géographes, les climatologues, chimistes, physiciens, hydrologistes,... qui mobilisent leurs compétences dans les débats sur les questions de la gestion des ressources et du territoire, dans la perspective d'élaboration d'une véritable *Ecologie globale* (14).

A l'autre extrémité de l'arc-en-ciel écologique, ce sont les thèmes de l'autogestion, de l'autonomie de la société civile par rapport à l'Etat, de la démocratie de masse qui sont les symboles du changement et du renouveau démocratique. Comme en Pologne où la revendication écologique est soutenue par les idées issues des profondeurs de la classe ouvrière, les courants progressistes soulignent l'exigence de l'autodéfense sociale, seule susceptible d'éviter une catastrophe écologique et économique généralisée.

Le capitaliste ou le bureaucrate

Comme l'écrit Sergueï Zalyguine, *"Nous n'avons pas atteint ce stade de démocratie authentique, où l'opinion publique détermine l'activité de l'administration, et, où, dans la mesure où elle la contrôle, c'est elle qui nomme et révoque les responsables de l'administration... et aujourd'hui, l'expérience non-négligeable que nous avons acquise nous dit : la nature, seule l'opinion publique peut la sauver, seule l'opinion publique !" (15).*

Il est de bon ton pour un certain marxisme orthodoxe et dogmatique de réduire la logique tendancielle de destruction de l'environnement à celle du profit privé. Cette démarche est totalement réductrice, car les sociétés qui en principe l'ont abolie sous sa forme privée n'échappent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, aux dimensions les plus brutales de la crise écologique. A cet égard, que l'écologie soit aujourd'hui au centre d'un débat public et passionné en URSS et dans la plupart des pays d'Europe centrale ne peut surprendre que les "vieux croyants du socialisme" ceux qui persistent à croire que ces sociétés "ont réalisé le socialisme" ou tout au moins ont amorcé sa construction. En effet, qu'elle s'effectue sous la direction de capitalistes privés ou sous la contrainte du capital étatique, l'industrialisation, l'accumulation et la

10) Dossier sur "La Pologne et l'Environnement", préparé par Anne-Marie de Vilaine et publié par les Amis de la Terre.

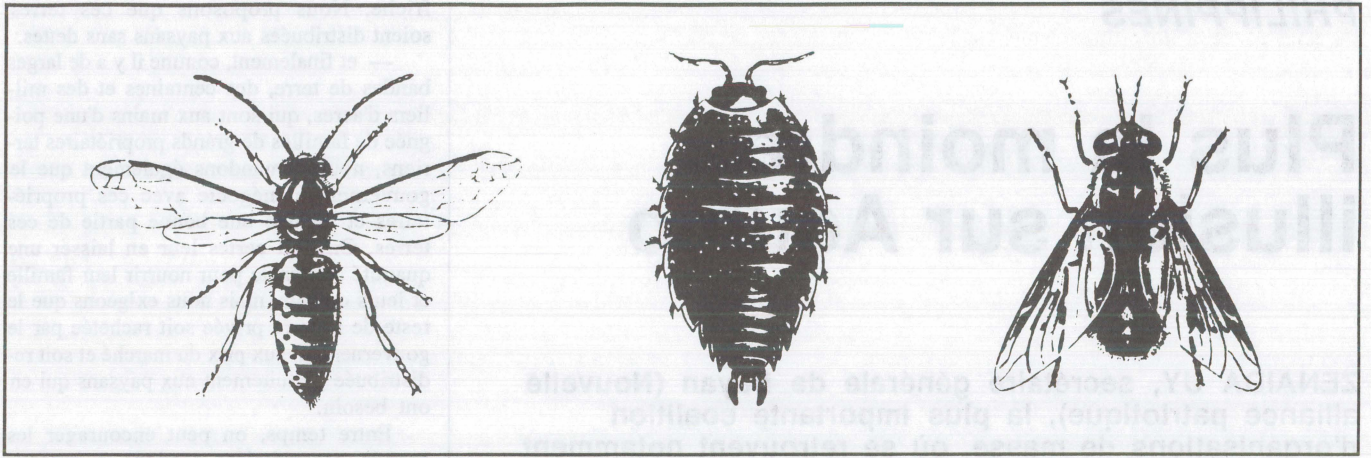
11) *Ibid.*

12) "Le rapport écologique" de l'Action Démocratique Roumaine, *La Nouvelle alternative*, numéro 11, septembre 1988, p. 44-48.

13) Vernadsky, *La Biosphère*, trad. fr. Paris, 1976.

14) Boudyko R., *Ecologie Globale*, éd. Mir, trad. fr. Paris 1984.

15) A paraître dans *L'Homme et la Société*.



concentration du capital qu'elle implique, ont leur logique propre, identique, formellement unique, indépendante de toute théorie et de toute idéologie.

Qu'elles soient étatisées ou non, les économies industrialisées fonctionnent sous les mêmes contraintes physiques et écologiques. Dans les sociétés existantes, même si les mécanismes du profit privé sont éliminés, c'est qu'ils ont été étatisés et dans les deux cas, il faut bien admettre que la capacité de travail de la société est bornée par le niveau global de ressources nettes dont elle dispose, c'est-à-dire par les limites imposées par la technologie et par la nature. La propriété étatique des moyens de production ne donne aucune garantie théorique contre le gaspillage des ressources.

En pratique, l'insertion croissante des sociétés dites socialistes dans l'univers marchand du capitalisme mondial tend à amplifier en leur sein des contradictions analogues à celles du mode de production capitaliste et de sa technologie. Pour paraphraser Marx, on ne peut deviner au goût du froment s'il a été cultivé sous l'œil inquiet du capitaliste ou sous le contrôle tatillon du bureaucrate.

Des choix aberrants

En contraignant une société essentiellement agraire à une industrialisation sauvage et brutale, à marche forcée, l'Etat bureaucratique a réalisé, en deux générations, "une sorte de dix-neuvième siècle britannique accéléré, dans une société encore toute pètrie de valeurs traditionnelles, de poésie bucolique, de l'imaginaire de l'eau et de la forêt" (16).

En poussant à son paroxysme l'ignorance de la nature et de la vie, en faisant sienne la vision mécaniste du monde — inspirée par le paradigme newtonien — propre aux versions apologétiques de l'économie politique bourgeoise, le "marxisme officiel" a apporté sa caution aux choix les plus aberrants en matière de développement et donc d'utilisation des ressources.

En URSS, de même que la propriété étatique des moyens de production entretenait la "mentalité d'intérimaire" (17) chez les gestionnaires de l'économie, le statut subalterne de la théorie justifiait le confort

même servile chez les économistes. Dans la société où la propriété et le pouvoir sont confisqués par l'Etat qui joue le rôle de ce que Marx nomme "le capitalisme abstrait", les intérêts privés ressurgissent sous la forme perverse d'intérêts sectoriels bureaucratiques.

La conséquence en fut un productivisme dépourvu de toute finalité humaine, puisqu'il n'était même pas — jusqu'à ces dernières années — soumis aux freins qui, dans les sociétés capitalistes occidentales, émanent des intérêts sociaux antagoniques.

Un formidable coût social

Comme l'écrit l'économiste gorbatchévien M. Lemechev, "avec la technologie moderne, grande consommatrice de ressources naturelles, la production travaille de plus en plus pour elle-même. Le seul exemple du minerai de fer suffit pour s'en persuader. Dans notre pays, on en extrait 250 millions de tonnes par an, soit 5 fois plus qu'aux Etats-Unis. En procédant à l'extraction du minerai par une méthode 'progressiste' à ciel ouvert, on détruit des milliers d'hectares de terres fertiles, on perturbe le régime hydraulique de vastes régions... Ensuite, la sidérurgie provoque la pollution de l'air et des eaux. Le métal obtenu sert à la construction de laminoirs géants qui fabriquent l'acier profilé, avec lequel on construit, à nouveau, des excavateurs géants pour l'extraction de minerai de fer. La productivité de ces excavateurs — 5 500 m³/h — qui est un objet de fierté de la part des ingénieurs, est en réalité une force destructive monstrueuse. On se retrouve ainsi dans un cercle vicieux, et on voit commencer un nouveau cycle technologique avec des résultats désastreusement infimes au plan de l'utilité pour les hommes et tragiquement important pour la nature" (18). Comment mieux cerner les limites de l'économisme et montrer l'ab-

surdité du productivisme, de la logique de l'accumulation ?

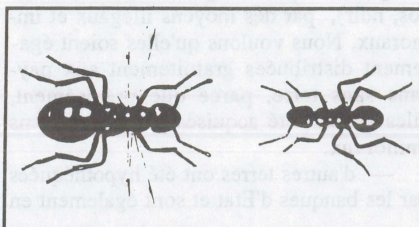
Devant les limites rencontrées dans le taux d'exploitation de la force de travail, l'ultime recours reste toujours la dilapidation effrénée du capital que représente la nature, "car cette croissance économique si convoitée qui se situe à la surface du développement social n'est, en fait, qu'une victoire à la Pyrrhus, car elle est obtenue aux prix de la destruction de l'environnement et de la dégradation du milieu d'habitation des hommes" (19).

Le modèle soviétique de développement, en s'identifiant historiquement à une stratégie d'industrialisation forcée a disloqué, en un demi-siècle, les anciennes cultures paysannes. La prise de conscience de l'immense coût social et écologique de ce brutal changement imposé par le haut n'en est qu'à ses débuts.

Le courant réformateur incarné par Gorbatchev n'échappe pas aux questions posées par la crise écologique. Mais l'expérience polonaise rappelle fortement que sans libertés politiques, sans expression autonome et massive du mouvement social, il n'y aura pas d'issue positive à la crise sociale et écologique des pays du "socialisme réel". L'aile la plus radicale du mouvement social, en mêlant le vert de la critique écologique au rouge de l'exigence d'un socialisme démocratique, met à l'ordre du jour une alternative éco-socialiste.

Avec l'émergence de mouvements Rouge-Vert, à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe, c'est bien une perspective d'innovation globale qui surgit à nouveau à l'horizon du socialisme.

Comme l'écrit le philosophe Oleg Yanitsky : "la réflexion écologique incite l'humanité non seulement à rationaliser les formes de ce lien avec la nature mais... à perfectionner son propre mode de vie" (20).



16) Chauvier Jean-Marie, *URSS, une société en mouvement*, Paris, 1988.

17) Komarov B., *Le Rouge et le Vert*, op. cit.

18) Lemechev M., "Sans dégrader la nature", *Les Nouvelles de Moscou*, numéro 7, du 14 février 1988.

19) *Ibid.*

20) Cité par J.M. Chauvier, op. cit.

Plus la moindre illusion sur Aquino

ZENAIDA UY, secrétaire générale de Bayan (Nouvelle alliance patriotique), la plus importante coalition d'organisations de masse, où se retrouvent notamment le Mouvement du premier mai (KMU), principale centrale syndicale du pays, et le Mouvement paysan des Philippines (KMP), était en tournée aux Etats-Unis, cet automne, dans le cadre de la campagne pour arrêter l'intervention américaine aux Philippines.

Zenaïda Uy est enseignante en sociologie et anthropologie à l'Université de San Carlos, à Cebu City. Son prédécesseur, Lean Alejandro avait été assassiné par des tueurs "anonymes", le 19 septembre 1987 (1).

BULLETIN IN DEFENSE OF MARXISM : Quelle est l'attitude des ouvriers et des paysans philippins envers le gouvernement de Corazon Aquino, et comment cette attitude a-t-elle évolué depuis le renversement de Marcos, en 1986 ?

— **ZENAIDA UY** : J'aimerais préciser que lorsque nous avons renversé le dictateur Marcos et que nous avons placé Corazon Aquino au pouvoir, nous espérions que les problèmes essentiels du peuple seraient pris en charge et que des changements concrets interviendraient dans la vie quotidienne, surtout pour les larges masses. Mais par la suite, bien que, dans les premiers mois du gouvernement d'Aquino, nous ayons adopté une attitude de collaboration politique, nous avons pu voir qu'il y avait un réel contraste entre ses promesses électorales et sa politique réelle, ce qui montre clairement qu'Aquino et son gouvernement sont incapables de réaliser l'essentiel de ce qu'ils avaient promis. Les réformes rapides et décisives prévues, n'ont pas été réalisées.

Bayan (Bagong Alyansang Makabayan, le Peuple/la Nation) est une fédération d'organisations territoriales et sectorielles qui comprend les organisations de travailleurs et de paysans du pays, c'est-à-dire le syndicat ouvrier militant et nationaliste, KMU, et l'organisation paysanne militante, le KMP. Ces organisations avaient également placé de grands espoirs dans le nouveau gouvernement, pour la solution des revendications élémentaires des ouvriers et des paysans. Mais elles se sont rendues compte, que comme sous le régime de Marcos, à partir du moment où les travailleurs continuaient d'exercer leur droit de s'organiser et de faire grève, expression

ultime de leurs revendications, ils étaient de nouveau confrontés aux militaires.

J'aimerais attirer votre attention sur ce qui est arrivé, en janvier 1987, aux paysans qui ont manifesté sur le pont de Mendolia, près du Palais présidentiel de Malacanang, à Manille. Ils venaient avec une revendication très élémentaire qui était la terre, la propriété de la terre. Ils étaient conscients que c'était le point central de la lutte et savaient que 7 paysans sur 10 sont sans terre et que quelques familles seulement possèdent et contrôlent toute la terre du pays. Mais lorsqu'ils ont manifesté, ce jour là, ils ont été accueillis par les *marines*, armés de pied en cap, qui ont immédiatement tiré, tuant 18 jeunes paysans. Les paysans se rendent compte, aujourd'hui, surtout après 30 mois de régime Aquino, que leur espoir d'accéder à la propriété de la terre ne sera jamais satisfait sous ce gouvernement.

Comme base de départ pour une authentique réforme agraire, ils ont donc eu recours à ce qu'ils appellent les initiatives paysannes, qui comprendraient les étapes suivantes :

— d'abord résoudre la question des terres en friche, celles qui appartiennent au gouvernement. Nous exigeons que ces terres, qui resteront incultes tant qu'elles appartiennent à l'Etat, soient distribuées gratuitement aux paysans sans terre.

— certaines terres avaient été accaparées par Marcos, le dictateur déchu, ou ses *cronies* (les personnalités corrompues qui composaient l'entourage immédiat de Marcos, ndlr), par des moyens illégaux et immoraux. Nous voulons qu'elles soient également distribuées gratuitement aux paysans sans terre, parce que précisément, elles avaient été acquises par des moyens immoraux.

— d'autres terres ont été hypothéquées par les banques d'Etat et sont également en

friche. Nous proposons que ces terres soient distribuées aux paysans sans dettes.

— et finalement, comme il y a de larges bandes de terre, des centaines et des milliers d'acres, qui sont aux mains d'une poignée de familles de grands propriétaires terriens, nous demandons également que le gouvernement négocie avec ces propriétaires et rachète une bonne partie de ces terres. On doit certes leur en laisser une quantité suffisante pour nourrir leur famille et leurs enfants, mais nous exigeons que le reste de la terre privée soit rachetée par le gouvernement aux prix du marché et soit redistribuée gratuitement aux paysans qui en ont besoin.

Entre temps, on peut encourager les grands propriétaires terriens à investir dans les affaires, pour créer des emplois. Voilà l'approche globale du KMP et de Bayan en ce qui concerne la réalisation d'une authentique réforme agraire.

Mais nous ne nous contenterons pas d'une simple redistribution, ce serait insuffisant. On doit mettre en route un programme d'assistance financière et technique complète pour aider les paysans qui reçoivent la terre à devenir productifs, auto-suffisants et indépendants. Ils doivent au moins avoir un surplus de production qui leur donne la possibilité d'acheter les biens produits par le secteur industriel, par la classe ouvrière. Nous considérons qu'il y a un lien entre le pouvoir d'achat des paysans et celui des ouvriers. Les biens produits par les ouvriers deviendront abordables pour les paysans si ces derniers réussissent à devenir auto-suffisants et indépendants.

L'autre face d'un authentique programme de réforme agraire serait, ce que nous appelons un programme d'industrialisation nationaliste à l'initiative des travailleurs. Quelle en est la signification ? L'économie du pays est essentiellement dominée par le grand capital étranger. Le pays est suffisamment riche en ressources nécessaires à une industrialisation. Nous possédons la main-d'œuvre, une main-d'œuvre dévouée, patiente, persévérante et habile. Et enfin, une couche de la population est formée et pourrait aider à ce développement.

Nous proposons que 11 ou 12 des principales branches d'industrie de base qui sont aux mains du capital étranger, soient nationalisées. Pourquoi ? Parce que, d'abord et avant tout, ces entreprises devraient être au service du peuple et non pas une source de profit. De quelles branches s'agit-il ? L'industrie pharmaceutique, chimique, les communications, les transports, l'alimentation, le textile, l'électricité et l'eau. Ce ne sont que des exemples, il y en a d'autres, 11 ou 12 au total. Nous pensons que ces secteurs doivent être nationalisés et dirigés par le gouvernement (ce qui impliquerait la mise sur pied de mécanismes qui contrôlent la corruption). Par exemple, si l'eau et l'électricité étaient nationalisées devenant ainsi des services et non pas des sources de profit, elles pourraient être distribuées à des prix plus abordables.

1) Sur l'assassinat de Lean Alejandro, voir *Inprecor* numéro 250 du 5 octobre 1987.

A côté de ces nationalisations, nous mettons l'accent sur la création et le développement de davantage de coopératives, qu'elles soient paysannes, ouvrières, de crédit, de consommateurs ou autres. Nous connaissons des pays qui ont réussi dans cette voie. Il n'y a donc aucune raison pour que les Philippines ne puissent pas adopter ces idées. Certes certaines coopératives existent déjà, mais nous demandons que cette approche soit sérieusement étudiée et encouragée auprès du peuple.

Troisièmement, les compétences de certains Philippins doivent être exploitées afin de créer ce que nous appellerions une classe d'entrepreneurs philippins. Le secteur privé doit être encouragé. Et finalement, puisque nous faisons partie d'un système global, certains investisseurs seront également les bienvenus, à condition que le peuple philippin puisse garder le contrôle sur l'ensemble de leurs activités. Il nous faut une économie mixte et c'est seulement à ce moment-là que les travailleurs pourront avoir des salaires justes.

Notre vision de l'amélioration de l'économie du pays a deux facettes. Après 30 mois de présidence d'Aquino, d'activités contre le peuple et les pauvres, menées par son gouvernement, Bayan a définitivement abouti à la conclusion suivante : il ne nous est plus possible d'avoir la moindre illusion sur les capacités de ce gouvernement à apporter un changement réel. Il est en fait devenu un gouvernement pro-américain, contre le peuple, contre les pauvres.

■ Pouvez-vous nous dire quelle est la situation des forces de la guérilla, la Nouvelle armée du peuple (NPA) depuis la fin du cessez-le-feu avec l'armée (2) ? A-t-elle gagné du terrain, ou le gouvernement consolide-t-il ses positions ?

— C'est une question réellement intéressante. D'après les rapports de l'Armée elle-même, tels qu'ils sont publiés dans les journaux au pays, le général Fidel Ramos insiste sur le renforcement de la résistance armée. Mais en même temps, il prétend avoir la situation en main, malgré ce renforcement de la guérilla, et se donne même un calendrier précis, de trois ans au maximum, pour la destruction totale de la résistance armée.

L'ancien ministre de la Défense et actuel sénateur, Juan Ponce Enrile, quant à lui, a déclaré, au contraire, que les militaires subissaient quelques revers. Donc, nous ap-

prenons par les journaux que les troupes de la NPA sont détruites et que leurs bases secrètes sont découvertes, mais l'ancien ministre de la Défense nous affirme exactement le contraire.

■ De ces deux opinions, quelle est celle qui reflète la réalité et quelle est celle qui fait partie de l'arsenal de désinformation du gouvernement pour influencer l'opinion publique ?

— Les journaux nous disent que maintenant, la NPA peut frapper à volonté. Donc, même si le gouvernement réussit réellement à tuer des guérilleros, nous prenons par la même occasion qu'une véri-



cette vague de violation des droits de l'Homme. Donc de ce point de vue, rien n'a changé d'une façon visible dans les conditions objectives. Et ce sont ces conditions qui ont permis le développement et le maintien de la résistance armée.

Si les conditions s'étaient améliorées, nous aurions pu dire que la résistance armée n'a plus de raisons d'être. Mais c'est le contraire qui est vrai. Plus l'espace démocratique se ferme et se restreint, plus les gens sont mis le dos au mur. Les choix qui auraient pu exister si l'espace démocratique était plus large, se réduisent comme une peau de chagrin. Certains vont donc choisir de se défendre et de défendre leur vie à travers la résistance armée. Par conséquent, lorsque le général Ramos prétend qu'il a la situation en mains, il ne fait que répéter ce que disait Marcos quand il était au pouvoir.

■ Vous dites que les travailleurs et les paysans sont victimes de la répression du gouvernement et des groupes de vigilantes (3). Il semblerait donc que l'organisation de l'auto-défense soit nécessaire ?

— C'est juste. Mais j'aimerais préciser que Bayan continue de mettre en avant une solution pacifique, non-armée, mais militante, afin de changer la situation. Il est cependant triste de constater, c'est l'une de nos principales préoccupations, que les personnes qui ont été sauvagement assassinées, enlevées sous le régime d'Aquino, sont précisément

les hommes et les femmes qui avaient adopté une approche pacifique pour changer les choses. Notre précédent secrétaire général, Lean Alejandro, père d'un enfant de six mois, était un homme de paix. Il croyait à l'efficacité des protestations ou des pressions politiques et il a été assassiné dans notre local, un après-midi de l'année dernière, le 19 septembre 1987.

Nous avons un profond respect envers ceux qui ont opté pour la résistance armée, mais Bayan continuera d'exercer ses droits légaux et à plaider pour notre droit à organiser les gens et à exprimer les idées du peu-

table guerre se poursuit dans les campagnes. La NPA peut frapper à volonté, et certains experts disent que c'est une indication de ses capacités organisationnelles. D'autres experts pensent, en revanche, que la résistance armée va peut-être s'éteindre lentement d'elle-même.

Je voudrais présenter l'ensemble de la situation d'une façon très objective. Si nous regardons les conditions qui existent actuellement aux Philippines, nous sommes toujours confrontés à une paupérisation accrue du peuple, une injustice profonde, une double morale — une pour les pauvres, une pour les riches, — une escalade de la corruption, une répression menaçante et révoltante et une montée effrayante de la violation des droits de l'Homme. Les gens très pauvres, les paysans sans terre, les travailleurs sous-payés, les déracinés des quartiers miséreux de la ville, les indigènes marginalisés, les membres sous-payés, sont les principales victimes de

2) Nouvelle armée du peuple, guérilla dirigée par le Parti communiste des Philippines (PCP), elle compte près de 30 000 combattants.

3) Les vigilantes sont des organisations paramilitaires soutenues par le gouvernement et qui participent à la lutte contre-révolutionnaire en organisant notamment des attentats contre les personnalités politiques de gauche. Voir "Philippines, les droits de l'Homme en danger", dans *Inprecor* numéro 265 du 9 mai 1988.

ple en faveur d'un changement. Pour la première fois de notre histoire, ce droit est garanti par la Constitution. L'une de ses clauses stipule que l'on peut créer des organisations légales du peuple et qu'elles seront protégées. Ce sont ces droits-là que nous entendons exercer.

■ **Que pensez-vous de l'accord qui a été récemment annoncé sur les bases américaines aux Philippines (4) et quelle est votre attitude, en général, sur la question des bases militaires américaines ?**

— Bayan a exprimé d'une façon très claire ses appréhensions sur la position du secrétaire aux Affaires étrangères, Raul Manglapus, qui veut se contenter de corriger un peu l'approche mercenaire originale, sur l'ensemble de la question des bases militaires. Nous pensons, quant à nous, que les bases sont la pierre tombale de notre souveraineté nationale perdue. Nous insistons pour que l'on avance fermement vers l'abrogation éventuelle de ces accords. Ce sera le bon choix.

Il est vraiment dommage que sur cette question des bases, toute l'attention soit focalisée sur cette proposition d'augmentation de leur loyer, pour les deux années à venir. Bien sûr, cela sera exploité au maximum par ceux qui veulent que les bases restent, mais à Bayan, nous avons fait le choix inverse.

Pour justifier l'existence des bases, ils en sont réduits à raconter des mensonges et des demi-vérités à notre peuple. D'abord, les Américains prétendent que ces bases sont nécessaires pour protéger les Philippines. Historiquement, ce n'est pas prouvé du tout. Les Américains étaient là quand les Japonais nous ont attaqués et ils n'ont pas pu nous protéger.

Deuxièmement, ils prétendent que ces bases sont nécessaires pour protéger la paix dans la région, ce qui, historiquement, n'est pas vrai non plus. Déjà au début du siècle, nous avons des preuves évidentes

qui montrent que les bases de mon pays ont été utilisées comme rampes de lancement pour des interventions militaires dans le Pacifique, contre la révolte des Boxers en Chine, en Sibérie, au Cambodge, en Corée, au Vietnam. Nous voyons ainsi que la présence américaine aux Philippines a été davantage utilisée pour faire la guerre et pour des agressions, que pour des objectifs de paix.

Par ailleurs, il faut tenir compte du coût moral et social des bases : la prostitution adulte et infantile a augmenté. Le plus jeune des enfants inscrits comme prostitué a 7 ans. Ils ont même inventé des rings de boxe pour prostitués. Le nombre d'enfants naturels de père américain, est en augmentation. Le nombre de victimes du SIDA augmente tout autant. Même si certains de ces cas peuvent être imputés aux touristes, un grand nombre de ces maladies sociales sont directement le fait des militaires étrangers en service dans les bases.

Par conséquent, nous avons insisté pour que les bases soient démantelées, dès la fin des accords en 1991, et qu'elles soient converties à des usages plus pacifiques. Par exemple, la base aérienne de Clark peut être transformée en un grand aéroport international avec centres commerciaux ou complexes industriels. La base navale de Subic Bay peut être transformée en un immense chantier naval, pour les réparations, l'entretien de navires, etc. Le seul autre complexe semblable de la région se trouve à Singapour. Subic est l'un des meilleurs ports maritimes de la région et peut être parfaitement utilisé pour des besoins productifs.

■ **L'intervention américaine a-t-elle diminué depuis l'époque de Marcos ?**

— Laissez-moi vous citer un exemple. Cinq tentatives de coup d'Etat ont eu lieu depuis qu'Aquino est arrivée au pouvoir. La plus sérieuse étant celle du colonel Gregorio Honasan. Nous avons des preuves selon lesquelles le fameux expert militaire améri-

cain, le colonel Victor Raphael, était très actif dans la zone où se sont organisées les troupes de Honasan. Il a été vu en train de donner directement des ordres aux soldats philippins, pour qu'ils ne tuent pas les membres du groupe de Honasan qui préparaient le coup d'Etat. Et lorsque les enquêtes ont commencé, il a simplement été envoyé hors du pays.

Nous avons des preuves du gonflement du personnel de la CIA et de l'accroissement de son budget pour les Philippines. Ce n'est certes pas un hasard. Nous voyons, par ailleurs, de plus en plus de fonctionnaires américains en visite dans notre pays. Ce n'est pas non plus un hasard.

Les mouvements de masse ont subi des coups, et Bayan a également souffert de l'assassinat de ses membres et dirigeants. Il y a bien sûr eu les contre-coups de l'erreur du boycott des élections (5). Mais malgré tout cela, depuis un an, nous assistons à une naissance des organisations du peuple, ce qui montre qu'un nombre croissant de personnes réalisent qu'en continuant à agir seuls, ils vont aboutir à une impasse. Nous ne devons jamais oublier que seul un peuple uni, qui se bat de façon organisée pour réaliser les changements structurels les plus impératifs du système, peut réellement réussir à changer la société.

C'est ainsi que nous assistons à un réveil des organisations du peuple, dans leurs secteurs, dans leurs quartiers, à plus d'activités, de manifestations, de protestations, et bien sûr d'alliances de différents groupes sur des questions particulières. Par exemple, des groupes de convictions différentes s'unissent maintenant sur la question de la dette extérieure. Ils savent que le service de la dette extérieure doit être réduit à 10% au lieu des 40% actuels. Ils savent également que l'on doit refuser de payer certaines parties de cette dette et sont conscients que l'on doit étudier la possibilité d'un moratoire. Ces groupes ont peut-être des divergences sur d'autres questions, mais s'unissent à travers tout le pays sur ce point.

Une autre coalition s'est faite contre les bases. Il s'agit de groupes qui ne sont pas d'accord, par exemple, sur la question de la dette extérieure mais qui s'unissent contre les bases. D'autres qui ne sont pas d'accord sur ces deux questions, se retrouvent en revanche dans la lutte commune pour les libertés civiles, il s'agit du Mouvement national pour les libertés civiles.

Dans le Congrès pour la réforme agraire du peuple, se retrouvent par ailleurs des groupes qui ne peuvent s'unir sur ces trois

"Un nombre croissant de personnes insistent pour qu'on mette fin à l'intervention américains" (DR)



4) L'accord, signé le 17 octobre 1988, à Washington, prévoit que les Etats-Unis pourront utiliser les bases de Clark et Subic-Bay aux Philippines (les plus grandes bases militaires américaines en Asie) jusqu'en 1991, date d'expiration du bail signé en 1947. Les Etats-Unis augmenteront le loyer qui s'élèvera à 481 millions de dollars par an.

5) Bayan, tout comme le PCP, avait boycotté les élections de février 1986, qui avaient porté Aquino au pouvoir. Depuis, le PCP a fait une autocritique sur cette question. Voir les articles de Paul Petitjean, "les débats au sein de la gauche révolutionnaire", *Inprecor* numéro 220 du 26 mai 1986 ; "trois mois après la révolution de février", *Inprecor* numéro 221 du 9 juin 1986 ; "le PCP fait son autocritique", *Inprecor* numéro 222 du 23 juin 1986.

précédentes questions. Tout cela montre que de plus en plus de gens comprennent le sens de l'unité d'action et des efforts collectifs pour faire avancer les réformes de base.

■ **Il existe une grande variété d'organisations de masse, syndicales, ou politiques aux Philippines, quels sont les débats en cours entre elles ?**

— Des signes très sains nous montrent, en effet, que le principe du pluralisme politique est en passe de devenir une réalité. Pour nous, c'est très significatif, car ce sont les indices fondamentaux d'un véritable processus démocratique. Nous voudrions encourager au maximum cet épanouissement. Nous avons besoin de la présence d'un nombre accru de groupes et d'idées pour discuter et décider d'une façon réellement libre et démocratique, de ce que nous devons faire. La nécessité de respecter pleinement le pluralisme politique est l'un des points sur lequel nous insistons beaucoup à Bayan.

Mais ce n'est pas ce qui se passe actuellement, car tous les problèmes du pays sont simplement réduits à l'alternative "démocratie ou communisme". Donc l'ensemble des groupes qui se battent pour le changement, les paysans qui se battent pour la terre, les ouvriers qui se battent pour des salaires décentes et des conditions de travail humaines, sont simplement comptabilisés comme des indices de l'activité communiste. C'est très triste. Il est vrai, par exemple, que l'appel aux prolétaires de tous les pays à s'unir, est une idée communiste, mais ce n'est pas une mauvaise idée pour autant. C'est un appel juste et adéquat et qui doit être soutenu. Certaines des demi-vérités et certains des mythes répandus à ce sujet commencent à être reconsidérés.

On nous dit que lutter pour une réforme agraire est communiste, mais au lieu de faire peur, cela pousse les gens à se demander alors "quel mal y a-t-il à cela" ? Même mécanisme en ce qui concerne la lutte pour des salaires justes, car la contradiction entre les travailleurs et les patrons s'exacerbe. Le travailleur qui revendique le salaire qu'il mérite réellement, pour qu'il puisse subvenir aux besoins de sa famille, se demande aussi "quel mal y a-t-il à cela" ? Dans la mesure où l'hystérie anti-communiste est réellement forte, de plus en plus de gens commencent à réaliser que l'alternative "démocratie ou communisme", n'est en réalité qu'une semi-vérité. Puisqu'un nombre accru de personnes voient les choses d'une façon objective, scientifique et historique, nous avons quelque espoir qu'elles pourront par conséquent comprendre la validité et la justesse de la lutte du peuple.

■ **Voulez-vous dire que le peuple apprend à travers la lutte et que nous assistons, aujourd'hui, à une nouvelle montée populaire aux Philippines ?**

— Les espoirs soulevés à l'époque de l'élection d'Aquino n'ont pas pu être satisfaits. Les problèmes sont toujours là. Ils



"Les bases américaines sont la pierre tombale de notre souveraineté nationale perdue" (DR)

empirent même. Les pauvres, et c'est la majorité des gens, sont les véritables victimes de la militarisation et les cibles de la prétendue politique de guerre basée sur la philosophie des conflits de basse intensité. Comme la répression s'intensifie, en réaction, la réponse populaire se renforce en organisant le pouvoir du peuple et en s'entraînant à appliquer les réformes de base.

Ce qui préoccupe Bayan, c'est que nous sommes face à deux possibilités de développement. Le Pentagone sait que davantage de personnes se rendent compte de la nature précise, de la méthodologie et de l'objectif central de l'intervention américaine. Dans la mesure où le mouvement du peuple se renforce et continue à utiliser son droit à l'auto-détermination, les intérêts économiques et géopolitiques des Etats-Unis commencent à être mis en jeu. Et comme un nombre croissant de personnes insistent pour que l'on mette fin à l'intervention américaine, il sera peut-être possible de continuer cette guerre par procuration que mènent les Forces armées philippines en se substituant aux Etats-Unis. Mais une escalade de la guerre, et sa transformation en guerre totale avec l'intervention directe de l'armée américaine, comme c'était le cas au Vietnam, est également possible.

Je voudrais attirer l'attention des Américains sur le fait que nous ne voulons pas de ça. Cette guerre est une question interne qui entre dans le cadre du droit à l'auto-détermination des Philippines. Envoyer des troupes américaines ne pourrait que créer un second Vietnam. Beaucoup d'entre nous savent qu'en fait, nous sommes le premier Vietnam, puisque les Etats-Unis ont déjà été utilisés, dans le passé, pour vaincre les forces de guérilla nationalistes dans notre

pays. Nous avons une peur légitime que cela puisse se reproduire.

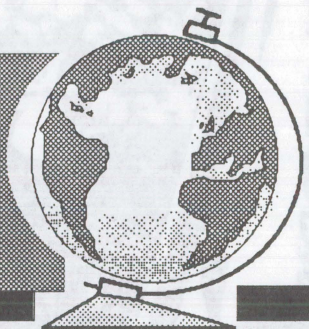
On peut l'empêcher en faisant pression pour changer la politique extérieure américaine dont l'axe principal est de maintenir le contrôle sur le Pacifique et d'insister pour un clair partage du monde selon l'appartenance au bloc occidental ou de l'Est. Mais nous sommes confiants, car nous assistons au renforcement d'un mouvement d'unité au sein des peuples de la région du Pacifique et de l'Asie. Par conséquent, si nous, aux Philippines, voulons que les bases soient démontées, nous allons également veiller à ce qu'elles ne soient pas transférées ailleurs, en Asie.

Dans le cadre de ce processus, nous devons également renégocier avec toutes les compagnies américaines implantées aux Philippines, car bien qu'elles aient créé quelques emplois, nous savons que ce que gagne un travailleur philippin dans une plantation appartenant à la firme Dole ou Del Monte, est bien inférieur à ce qui est payé par ces mêmes firmes à des travailleurs japonais ou coréens.

La lutte aux Philippines est en fait une lutte très simple, une lutte pour la liberté, contre la faim et l'exploitation. Une lutte pour se libérer de l'injustice et de l'oppression, contre l'intervention américaine et bien sûr, pour l'auto-détermination. Il s'agit d'une lutte pour mettre fin à la destruction croissante de l'environnement et au pillage constant de nos ressources. ■

**Propos recueillis
par Sarah Lovell
New York, 19 octobre 1988**

EN BREF...



POLOGNE

Infirmières de tous les pays ...

LES PAYS ne se ressemblent pas forcément, mais la condition des travailleuses elle, se ressemble comme deux gouttes d'eau quel que soit l'endroit où l'on se trouve. Pour preuve, cette lettre d'une infirmière polonaise publiée dans un des organes de la presse clandestine de Solidarité.

Dans l'hôpital où je travaille comme infirmière, en service d'après-midi et de nuit, il y a un médecin de garde pour trois services et une infirmière pour un service de quarante et quelque lits. Malgré la bonne volonté du personnel, il est physiquement impossible de faire face à tous les besoins des malades. Il arrive fréquemment que l'intervention immédiate du médecin soit nécessaire dans deux services différents. Dans ces situations, l'infirmière doit elle-même intervenir dans l'un des services. Le stress s'ajoute à la fatigue physique, la fatigue psychique augmente.

Celui qui pense que nos supérieurs valorisent notre travail épuisant, se trompe lourdement. Ce n'est malheureusement pas le cas. On nous impose des gardes supplémentaires pendant nos jours de congé, sans nous demander notre avis. Nous finissons par n'avoir que trois jours de libres dans le mois, et ce sont en général des jours de compensation de nuits de garde.

On nous enlève ainsi toute vie privée, il est impossible de planifier son temps en dehors du travail. Les supérieurs refusent de prendre en considération nos protestations.

En théorie, nous avons le droit de choisir entre avoir un jour de congé ultérieur ou être payées pour nos gardes supplémentaires. C'est une illusion de plus, car il est impossible d'obtenir ensuite des jours de congé. Que nous soyons d'accord ou pas, on nous paye les gardes supplémentaires. De cette manière, il arrive que nous travaillions pendant deux semaines d'affilée sans un seul jour de repos. Inutile de préciser que c'est une violation caractérisée du Code du travail, et avant tout pour nous, en tant qu'employée et en tant que femmes.

Puisque cette situation dure depuis

quelques mois et qu'il n'y a pas d'espoir de la voir s'améliorer (aucune nouvelle infirmière ne s'est présentée pour se faire embaucher), nous réclamons depuis longtemps la fermeture d'un service ou, au moins, la diminution de moitié du nombre de lits. Malheureusement, cela n'a été suivi d'aucune réaction ni initiative de la part de la direction.

Je ne comprends absolument pas au nom de quoi, on maintient à tout prix le fonctionnement de tous les services, malgré un manque considérable de personnel. Mais ce n'est certainement pas au nom du bien des malades.

Joanna.

(CDN numéro 246. 27 octobre 1988)

NICARAGUA

Nouvelles mesures économiques

(ANN-NICARAGUA) Le Gouvernement nicaraguayen a mis en marche une nouvelle série de mesures économiques qui ont commencé par une dévaluation de la monnaie de 117% et une hausse du prix du combustible et des transports.

Ces mesures, auxquelles s'ajoutera un réajustement des salaires qui n'a pas encore été défini, ont été annoncées en différentes occasions par le président de la République Daniel Ortega et le vice-président Sergio Ramirez. Dans son traditionnel discours de fin d'année prononcé le 31 décembre, Daniel Ortega a rendu publique la décision de réduire de 40% le budget du ministère de l'Intérieur et de 29% celui de l'Armée sans que soit affectée pour autant la Défense militaire du pays.

Le gouvernement a également décidé de réduire de 60% les investissements prévus. De son côté, Sergio Ramirez a expliqué le 3 janvier que le gouvernement ne procèdera pas en 1989 à de nouvelles émissions monétaires et que le budget général de l'Etat devra être alimenté par différentes sources de financement "que ce soit les impôts, les financements étrangers ou d'autres types de transferts".

Cette mesure, ajoutée à la limitation des dépenses publiques, permettra selon le vice-président de "venir à bout de l'hyperinflation".

Selon Daniel Ortega, en 1988 l'inflation a atteint 20 042% "chiffre qui reflète l'inflation que nous avons accumulée pendant la période antérieure ainsi que la dévaluation du cordoba de 1/10'000 qui s'est produite quand nous avons effectué le changement de monnaie en février".

Le 4 janvier, le taux de change du cordoba est passé de 920 à 2 000 pour un dollar. Cette décision, qui s'inscrit dans la ligne adoptée par le gouvernement en février dernier, a pour but de stimuler les exportations agricoles sur lesquelles repose l'économie du Nicaragua.

Le nouveau "paquet" économique comprend également une augmentation de 139%. Le prix des transports urbains, qui était resté le même depuis la réforme économique de février 1987, passe de 0,5 à 100 cordobas. Cependant, ce tarif continue à être très bas, sans nul doute le plus bas du continent.

En plus du maintien de la subvention aux transports urbains, le gouvernement va appliquer d'autres mesures de type hétérodoxe, parmi lesquelles figurent la distribution mensuelle à des prix subventionnés d'un "panier de la ménagère", comportant 5 kg de riz, 5 kg de haricots rouges et 2,5 kg de sucre, destiné aux employés de l'Etat, un des secteurs les plus touchés.

Les coupes budgétaires ne concernent pas la santé, l'éducation ni divers programmes sociaux tels que l'octroi de pensions aux retraités, aux mutilés de guerre, les actions en direction des orphelins de guerre et celles qui entrent dans le cadre de la campagne pour la défense de la vie de l'enfant. Par ailleurs, les enfants de moins de six ans continueront à bénéficier de la gratuité des médicaments.

Cet ensemble de mesures intervient à un moment où l'économie, déjà durement affectée par l'agression et la crise mondiale, a subi de plein fouet les effets de l'ouragan Joan, qui a provoqué des pertes pour un montant équivalent à 40% du produit intérieur brut selon l'évaluation de la commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) de l'ONU.

"L'ouragan, a estimé le président Ortega, est la cause principale de l'inflation galopante intervenue à la fin de l'année 1988, c'est pourquoi la réduction de l'indice de l'inflation continuera à être la première priorité dans la politique économique que nous poursuivrons en 1989".

Aux graves déséquilibres internes s'ajoute un déficit commercial chronique et important puisqu'on l'estime fin 88 à plus de 600 millions de dollars, ce qui représente presque trois fois la recette des exportations.

Malgré toutes ces difficultés, aggravées par la réduction des flux financiers internationaux, le gouvernement nicaraguayen a cependant réussi à maintenir le paiement de la dette extérieure qui s'élève à plus de sept milliards de dollars et dont le service englutit 70% des exportations de biens et de services.

Daniel Ortega a expliqué qu'entre 1980 et 1988 le Nicaragua a remboursé 1,2 millions de dollars, à savoir 777,9 millions en remboursement de capital et 442,9 mil-

lions en intérêts, dans des conditions que le chef de l'Etat a qualifiées "d'injustice notoire".

Divers spécialistes estiment que la profonde crise économique, la détérioration continue des termes de l'échange sur le marché mondial et la diminution des flux financiers internationaux font qu'il sera impossible cette année pour le gouvernement de continuer à payer la dette extérieure. ■

HAITI

Le père Aristide expulsé des salésiens

LA DECHIRURE entre la hiérarchie catholique et le clergé progressiste personnifié par le père Jean-Bertrand Aristide vient de s'agrandir avec l'expulsion de ce dernier de l'ordre des salésiens auquel il appartenait.

Agé de 35 ans, le père Aristide est connu dans toute l'île pour la place qu'il occupe dans la lutte contre les militaires et les macoutes. S'adressant à ses paroissiens dans un sermon, il disait qu'était venu le moment de "se tourner vers la gauche ou de crever comme des chiens".

Lors de leur dernière conférence épiscopale, les évêques d'Haïti ont sommé tous les prêtres et religieux qui, comme Aristide, se réclament de la théologie de la libération, de mettre une sourdine à leurs appels, les accusant d'inciter la population à la violence. Dans la même réunion, ils demandaient aux organismes internationaux de financement de prendre en compte les efforts effectués par le gouvernement militaire de Prosper Avril dans la voie du rétablissement de la démocratie (sic) et de reconsidérer la mesure de suspension de l'aide internationale prise après les élections mort-nées de novembre 1987.

Le père Aristide exaspère depuis longtemps les gouvernements militaires qui se sont succédés en Haïti et depuis autant de temps, la hiérarchie catholique. Faisant fi de leurs nombreux avertissements, dans une déclaration retransmise par la plupart des radios de l'île en novembre dernier, il appelait "les soldats pauvres, les paysans pauvres et les pauvres de l'Eglise à s'unir et former ensemble un torrent qui lave ce pays". Une fois cette tâche accomplie, ajoutait-il, "Dieu abaissera les puissants et élèvera les pauvres".

Aristide se cache depuis le mois de septembre, date à laquelle son église a été incendiée. 12 membres de sa congrégation ont été assassinés dans les derniers mois par d'anciens macoutes.

Quelques jours après son appel radio-diffusé, des milliers de personnes organisaient une marche depuis les ruines de son église incendiée, Saint Jean Bosco, jusqu'à l'école Ruelle Vaillant, où lors des élections avortées de novembre 1987, 34 personnes avaient été tuées. "Le frère Aristide est un prophète, Monseigneur Ligonde (le



président de la conférence épiscopale) est un macoute", portait la banderole de tête.

A la mi-décembre, Rome annonçait que le père Aristide, qui avait refusé de se plier à l'injonction de son ordre lui demandant de quitter l'île pour partir... au Canada, était exclu des salésiens pour avoir utilisé la religion à des fins de haine et de violence, et d'avoir "désacralisé" la messe pour en faire une tribune politique.

Aristide a fait appel contre cette sanction. Dans une lettre à son supérieur, il explique qu'il croit "profondément que sa lutte pour les pauvres répond aujourd'hui à l'enseignement de Jésus Christ".

Cette expulsion a été condamnée par les autres membres de l'Eglise progressistes en Haïti (Ti Legliz, dit-on en créole). "C'est une politique de violation des droits de l'Homme", devait déclarer l'un d'entre eux, le Père Reynald Clerismee. Découvrant la décision des salésiens comme "arbitraire", il notait que l'ordre avait même "refusé de répondre à la demande du Père Aristide d'être jugé, afin qu'il puisse se défendre et répondre aux accusations portées contre lui". ■

AMERIQUE LATINE

Inflations et dévaluations

— AU PEROU, le 6 janvier, le gouvernement d'Alan Garcia a annoncé de nouvelles mesures d'austérité ainsi qu'une dévaluation de 28,6% de l'inti qui passe de 500 à 700 pour un dollar. L'inflation a été de 933% en 1988.

— AU BRESIL, le ministre des Finances, Ronaldo Costa Couto, a annoncé

le 8 janvier que le gouvernement allait introduire une nouvelle monnaie qui remplacerait le cruzado, mis en place en février 1986 avec le plan d'austérité qui portait le même nom. Le "nouveau cruzado" aurait une parité de 1 pour 1 000 cruzados actuels. Cette mesure a été présentée comme devant avoir surtout "un impact psychologique" contre l'inflation et devrait prendre effet à la fin du mois de janvier ou au début du mois de février. ■

ETAT ESPAGNOL

Rencontre féministe contre la violence

PLUS DE 2 500 FEMMES ont participé aux journées de rencontres sur la violence à l'encontre des femmes, organisées les 4/5 et 6 décembre derniers par la Coordination des organisations féministes de l'Etat espagnol, à Saint Jacques de Compostelle, en Galice. La seule participation de tant de femmes venues de tout l'Etat espagnol, est un succès pour le mouvement féministe et pour la Coordination nationale de Galice. Elle reflète la bonne santé militante et revendicative du féminisme militant, jaloux de son organisation, de son autonomie et de l'espace politique qu'il a conquis ces dernières années.

La presse espagnole n'en a guère rendu compte mais la force de ce mouvement, sa radicalité et sa combativité n'ont échappé à aucune des participantes.

Plus de 31 exposés furent présentés. Tous les problèmes liés à cette violence spécifique qui s'exerce contre les femmes ont été abordés.

Ces exposés ont permis de voir comment les institutions chargées de la socialisation des enfants, comme l'école, la famille, les médias, transmettent les valeurs dominantes, contribuent à fixer les différences de sexe, à marquer les comportements, attitudes, valeurs et contenus sexistes discriminatoires contre les femmes, et figent les relations de pouvoir entre filles et garçons, et plus tard, entre hommes et femmes.

La violence contre les femmes au travail était un des thèmes abordés. Comme le dit le Secrétariat femmes confédéral des Commissions ouvrières, le harcèlement sexuel sur le lieu de travail est une réalité trop quotidienne. Certains cas commencent à être connus publiquement, mais la plupart continuent d'être la souffrance secrète de beaucoup de femmes.

Rien de tout cela n'est pris en compte dans la législation actuelle, le harcèlement sexuel est "un problème qui n'a pas de nom, qui ne figure pas dans les statistiques, sans documentation, sans jurisprudence, sans définition".

Trois propositions ont été faites après l'exposé sur cette question. Que les femmes dénoncent ces agressions et ne se taisent

plus, que la dénonciation sorte du confinement de l'entreprise, et que les syndicats assument ce problème comme faisant partie de l'action syndicale quotidienne.

Dans ces journées un large accord a vu le jour : le mouvement féministe est parvenu à dénoncer les agressions domestiques comme n'étant pas un problème privé mais comme quelque chose de public, et le viol apparaît maintenant, malgré la volonté de beaucoup, comme une attaque contre la liberté sexuelle des femmes.

Toutefois, et bien que l'on ait progressé de façon importante sur ce terrain, il continue d'exister une forte légitimation sociale face aux agressions sexuelles. Le comportement des pouvoirs publics, de l'administration face à ces problèmes a pour but d'amortir les contradictions existantes pour maintenir à flot l'ordre social établi.

Dans différents exposés fut abordée la réponse que l'administration s'est vue obligée de donner : création de commissariats de femmes, de refuges pour les femmes maltraitées, et de centres d'information. C'est là une politique de maquillage de l'administration comme devait le souligner la Commission de Barcelone.

La mise sur pied de ces services suppose la reconnaissance de l'existence de mauvais traitements et violences dans le milieu familial, et c'est là une conquête du mouvement féministe. Mais les commissariats de femmes n'ont pas servi à ce que les enquêtes soient plus efficaces, et les maisons pour accueillir les femmes victimes de sévices ne couvrent pas la demande existante et, en soi, elles ne servent pas à en finir avec cette violence.

"L'analyse que le mouvement féministe fait des causes de la violence spécifique contre les femmes, amène à une conclusion qui ne pourrait inspirer l'activité pratique de l'administration sans requérir des changements sociaux très profonds".

Il est difficile de résumer au risque de simplifier, la variété des activités du mouvement qui a permis de développer de nouvelles idées, réflexions et actions qui sont déjà à mettre au compte des acquis du mouvement féministe. Pour finir, la rencontre a lancé un appel à la participation à la grève générale du 14 décembre. ■



HONGRIE

Premier congrès national de la FIDESZ

LES 19 ET 20 novembre derniers, la plus importante des organisations de jeunesse indépendantes, la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ) a tenu son premier congrès national. Plus de 600 délégués y participaient, représentant environ 2 000 membres présents dans 53 villes.

La FIDESZ a été créée en mars 1988, par un groupe d'étudiants en droit et de jeunes avocats. Elle se veut une organisation alternative à la Ligue des jeunes communistes (KISZ) qui connaît une crise profonde et ne cesse de voir fondre ses effectifs. Déclarée illégale par les autorités lors de sa création, ces dernières ont été amenées peu à peu à tolérer la nouvelle organisation qui entend se battre pour un système pluripartiste, et qui s'est vu promettre une prochaine légalisation dans le cadre de la loi sur les associations.

Composée au départ surtout de jeunes étudiants et intellectuels, la FIDESZ attire aujourd'hui en son sein de plus en plus de jeunes ouvriers, qui forment près du quart de ses membres et sont un des éléments les plus dynamiques de l'organisation. La moyenne d'âge des militants de la FIDESZ est de 23/24 ans.

Lors de son congrès, la Fédération a voté un programme politique, dans lequel elle s'affirme comme *"une organisation politique indépendante, qui n'est pas la branche jeune d'autres groupes, et qui est responsable de son propre programme et ses décisions"*. Les droits de l'Homme et le caractère européen de la Hongrie sont les deux points forts de ce programme. Alors qu'il existait un consensus dans le congrès pour mettre dans le programme l'exigence du retrait des troupes soviétiques de Hongrie, les autorités ont fait savoir que si tel était le cas, elles ne pourraient pas envisager la légalisation de la FIDESZ. Finalement, le texte final demande *"la restauration de l'identité européenne hongroise par la dissolution des blocs militaires"* et par *"l'action en solidarité avec les autres peuples d'Europe centrale"*.

La tâche principale de la fédération est *"d'aider à éduquer politiquement la population et de contribuer à l'auto-organisation de la société, dans l'espoir que cette société sera capable d'élire son propre gouvernement issu de ses communautés régénérées"*.

La question sociale a été amplement discutée notamment les problèmes auxquels les jeunes doivent faire face et qui sont une conséquence des politiques économiques adoptées par le gouvernement dans le passé comme aujourd'hui. Le programme met l'accent sur *"les perspectives de chômage massif parmi les jeunes, la situation misérable au niveau du logement, et leurs salaires scandaleusement bas"*. Il dé-



clare qu'une *"démocratie parlementaire requiert une économie de marché basée sur l'égalité des différentes formes de propriété"*.

La fédération utilisera tous les moyens légaux existants pour parvenir à ses objectifs, mais elle utilisera aussi son droit — est-il précisé — d'user de *"toutes les formes de désobéissance civile, manifestations et grèves pour donner plus de poids à ses revendications"*. Le programme de la FIDESZ précise qu'elle entend coopérer avec les autres organisations démocratiques et passer des alliances avec elles sur la base d'objectifs communs. Dans une conférence de presse après le congrès, le porte-parole de la FIDESZ annonçait que celle-ci entend bien se présenter aux prochaines élections parlementaires prévues pour 1990.

Le congrès a élu une direction de 10 membres, dont des dirigeants très populaires dans la jeunesse, comme Tamas Deutsch, Gabor Fodor et Viktor Orban. Il a également décidé de demander aux autorités de pouvoir publier légalement le magazine de la Fédération *"Nouvelles de la FIDESZ"* dont le rédacteur en chef est Mihaly Szechenyi.

La plate-forme adoptée précise que la FIDESZ entend avoir des relations avec toutes les autres organisations de jeunesse, y compris la KISZ qui avait d'ailleurs été invitée à envoyer des représentants au Congrès, ce qu'elle ne fit pas.

Enfin, le congrès devait voter majoritairement de participer au Conseil national des organisations de jeunesse de Hongrie, sorte de comité de liaison nouvellement créé par le pouvoir afin de servir de lieu de discussion et de débat entre les autorités officielles et les groupes indépendants. Mais, précise le texte adopté, la FIDESZ pose comme condition que le Conseil n'exerce pas d'autorité politique sur les organisations qui en sont partie prenante et qu'il se contente d'avoir des fonctions techniques et non politiques. ■